



Guerre au milieu des populations ou guerre au milieu des peuples ?

Les sociétés militaires
et les sociétés de
sécurité privées

Notes de lecture :
la conquête
du Maroc



55
2019

Revue
militaire générale

**Guerre au milieu
des populations ou guerre
au milieu des peuples ?**

Illustration de couverture :

Août-septembre 1982, les habitants de Beyrouth-ouest observent la mise en place des AML
(automitralleuses) du RICM (Régiment d'infanterie de chars de Marine) dans l'avenue Abdallah Yafi.
Le RICM prend la relève de factions Mourabitoun.

© François-Xavier ROCHIECPADIDéfense

*Général de division Michel DELION,
directeur du Centre de doctrine et
d'enseignement du commandement*




La précédente publication de la Revue militaire générale mettait en exergue l'héritage de Lyautey et le succès de ses campagnes au sein des peuples, obtenu par l'attention qu'il leur portait et la forme de réversibilité qu'il a su initier en opérations. Nous l'avions écrit : « *l'état d'esprit Lyautey, c'est une dynamique qui pousse à l'adaptation aux hommes et aux circonstances alliée à un non-conformisme assumé* ».

Cet impératif d'adaptation continue à s'imposer dans la réflexion associée à nos engagements actuels, même si la formule consistant à « gagner les cœurs et les esprits » peut parfois apparaître bien vaine tant l'aboutissement d'une intervention sur une situation durable et stabilisée semble difficile à obtenir. Des réflexions initiales de Galula, revisité par l'école américaine, à l'ouvrage « *Un sentiment d'inachevé* » récemment paru aux Éditions de l'École de guerre, le regard des praticiens de l'engagement opérationnel constitue un apport précieux au débat.

Peuples, populations : leurs simples définitions illustrent clairement la différence de considération qui leur est portée lors d'un engagement aéroterrestre en leur présence. Elles indiquent aussi, dans un champ plus large, le rapport des sociétés humaines au conflit, lourd de sens et de conséquences.

La scolarité de l'École de guerre-Terre est aujourd'hui clairement orientée vers la compréhension de la complexité du combat aéroterrestre, dont la quasi-totalité des engagements, dans leur brutalité inlassablement accrue par le progrès technologique, se déroule dans l'environnement naturel où, depuis l'aube de l'humanité, naissent, vivent et (la plupart du temps) meurent les hommes.



L'affrontement hoplitique sur un terrain déterminé d'avance, les savantes manœuvres de la campagne d'Alsace de Turenne pour fixer puis affronter l'ennemi, la fulgurance de la manœuvre d'enveloppement lors des campagnes de l'Empire, les destructions inouïes lors des batailles des deux conflits mondiaux pourront certainement émerger à nouveau demain lors de certaines phases du combat collaboratif Scorpion. Mais, comme à l'époque d'ailleurs, elles seront toujours incluses dans un ensemble conflictuel plus vaste, stratégique et politico-militaire, dont elles s'inspirent mais également qu'elles façonnent en fonction de leurs résultats.

Ce troisième numéro de la RMG, alliant réflexions d'universitaires et témoignages de praticiens de l'engagement aéroterrestre, continue de passer en revue diverses perceptions de la guerre au sein des peuples, dans une variété de circonstances qui malgré tout ne peut prétendre à couvrir l'immense champ des possibles.

Du Lachès de Platon à la trilogie de Clausewitz, de l'homme « instrument principal du combat » pour Ardant du Picq à l'enseignement actuel de l'interculturalité, cette compréhension de la perception de l'histoire longue et de la dynamique des peuples nous est essentielle. Elle est en effet cruciale, dans ce contexte qui pourrait voir l'affrontement armé d'importance redevenir malheureusement plus qu'une hypothèse.

Bonne lecture (et n'hésitez pas à écrire à votre tour...)

SOMMAIRE

ÉDITORIAL DU DIRECTEUR DU CDEC.....	5
INFORMATION DE LA RÉDACTION	9
DOSSIER - GUERRE AU MILIEU DES POPULATIONS OU GUERRE AU MILIEU DES PEUPLES ?	11
Peuples et populations dans la conduite de la guerre, une approche historico-militaire Général de corps d'armée Michel GRINTCHENKO.....	13
Que reste-t-il des théories de la contre-insurrection ? Monsieur Benjamin HAMM.....	23
David Galula, du Capitole à la roche Tarpéienne ? Monsieur Matthieu MEISSONNIER	31
La guerre par procuration : l'utilisation de l'ethnie Hmong dans les guerres d'Indochine Monsieur Corentin CURTENELLE	39
Contre-insurrection au Sahel, une manière française ? Chef d'escadrons Paul LA COMBE.....	49
La guerre d'Espagne de 1808-1813, les raisons d'un enlisement Lieutenant-colonel Georges HOUSSET.....	61
LIBRES OPINIONS	71
L'externalisation des fonctions régaliennes liées à la Défense : entre comparatif international et pluralité des approches conceptuelles Commandant (CR) Pascal LE PAUTREMAT.....	71
NOTES DE LECTURE	83
Douglas Porch : « The conquest of Morocco » Colonel Christophe de LAJUDIE.....	83

INFORMATION DE LA RÉDACTION

Chers lecteurs,

La *Revue militaire générale* est la vôtre et l'ouverture sur la recherche prospective qui la caractérise encourage à publier vos contributions qui s'inscriront dans cet objectif.

À cet effet, vos articles sont à transmettre à cdec-pep.accueil.fct@intra.def.gouv.fr.

Ils devront comprendre au moins 4 000 caractères et ne pas excéder 20 000. Les illustrations doivent être libres de droit et avoir une résolution minimale de 300 dpi pour être publiables. Vos contributions seront également accompagnées d'un résumé, d'une courte biographie et d'une photographie de l'auteur.

Le numéro 56 de la *Revue Militaire Générale* aura pour thème : *Les qualités humaines dans la guerre d'hier à aujourd'hui*.

Guerre au milieu des populations ou guerre au milieu des peuples ?



Août 2008. Opération hélicoptérée en Deh Sabs.

© Jérôme SALLES/ECPAD/Défense

Peuples et populations dans la conduite de la guerre, une approche historico-militaire


par le général de corps d'armée Michel GRINTCHENKO



Saint-Cyrien, conseiller du gouvernement pour la Défense, le général de corps d'armée Michel Grintchenko a été le chef d'état-major de la Finul au Liban de 2015 à 2016. Docteur en histoire, il a soutenu en 2003 sous la direction d'Hervé Coutau-Bégarie, une thèse de doctorat sur l'opération Atlante menée en Indochine en 1954. Cette opération majeure de plus de six mois a engagé près de 20 000 combattants. Elle est très riche d'enseignements, notamment sur les mécanismes de conquête et de pacification.

La guerre au milieu des populations, pour ceux qui ne veulent pas les ignorer, requiert la mise en place de structures civilo-militaires pour coordonner au mieux les actions entre les différentes autorités. La guerre au milieu des peuples s'inscrit dans une dynamique historique les dotant dans certains cas d'une intelligence collective les faisant devenir les acteurs majeurs du conflit. Pour rendre plus efficace l'action militaire au milieu des peuples, il faut partir du politique et se doter des moyens permettant de synchroniser les actions civiles et militaires, dans le but de mettre en place une solution politique complète et cohérente. En dépit des structures en place et des mécanismes développés, une telle organisation n'existe pas et doit être créée pour s'opposer à un ennemi unifié, beaucoup plus cohérent.

Rares sont les campagnes qui n'opposent que deux armées entre elles. La guerre du Pacifique entre Américains et Japonais au cours de la Seconde Guerre mondiale constitue l'un des rares exemples permettant à deux armées de s'entre-tuer en vase clos, déchaînant les pires atrocités, loin de tout témoin.



La population n'est jamais étrangère à la guerre ; elle en partage les douleurs et les conséquences. Elle en constitue même souvent un acteur majeur. Pour les armées occidentales, toutes imprégnées aujourd'hui du principe de conquête des cœurs et de contre-insurrection, il est nécessaire d'empêcher l'ennemi de s'y sentir à son aise, pour le débusquer et le détruire, là où les armes peuvent parler. Les humanistes aimeraient voir les populations comme un frein à la violence non justifiée, permettant d'armer une campagne médiatique en cas de dérapage. Les déboires de l'armée américaine au Vietnam rappellent combien une armée privée du soutien de sa propre population peut alors sombrer dans la déroute, si ce n'est militaire, du moins politique.

Pour les armées qui ne partagent pas ces principes, les populations représentent une donnée d'entrée de l'équation de puissance, dont on peut à la rigueur tenir compte. La présence de la population à Grosny n'a eu que peu d'impact sur l'intensité des bombardements de l'armée russe chargée de libérer la ville en 1995. Bien des civils ont été ensevelis sous les décombres de la capitale tchétchène, mettant un point final au principe d'utilisation des civils comme bouclier humain. Dans d'autres cas, les populations peuvent constituer un gisement de puissance, capable de démultiplier l'action des forces. En 1954, l'armée d'Hô Chin Minh n'aurait pas triomphé à Diên Biên Phu sans les 70 000 coolies réquisitionnés pour amener la logistique à dos d'homme ou à bicyclette, déjouant les analyses des services de renseignement français. Ces derniers estimaient alors qu'il était impossible que le Viêt-minh puisse disposer à cet endroit d'une telle puissance, puisque les routes logistiques étaient quasi inexistantes. La réquisition de la population locale en a décidé autrement.

Les rapports entre les populations et les armées et l'emploi que chacune pourra en faire influencent les conditions d'affrontement. Celui qui ignore ou qui utilise la population à son profit semble bénéficier d'un réel avantage, comparé à celui qui voudra la préserver et lui permettre de vivre. Mais ce n'est qu'un avantage de court terme, surtout si l'on intègre la notion de peuple, dont la réalité s'inscrit dans une dynamique historique. Ramené au temps long, un avantage que pourrait obtenir une armée en s'imposant brutalement ne dure pas, générant souvent un futur beaucoup plus difficile à gérer, puisque l'injustice et la violence génèrent la révolte et la résistance.

Population et peuple, deux notions qui ne sont pas interchangeables pour un militaire, qui a tout intérêt à bien en comprendre les subtilités. Nous détaillerons cet aspect dans un premier temps, avant de nous pencher sur un exemple concret d'interaction entre civils et militaires au cours de la guerre d'Indochine. Enfin, nous évoquerons comment rendre plus efficace la guerre au milieu des peuples.

Population et peuple, deux réalités militaires différentes

Le terme de population constitue une notion descriptive, qui agrège les groupes humains selon des critères de cohérence choisis ; on parle ainsi de population urbaine, montagnarde ou rurale. Ramenée à la guerre, cette approche conduit les états-majors à cartographier dans une logique de monographie la population en fonction des contraintes ou des avantages qu'elle peut représenter par rapport à la conduite des opérations.


La cohabitation avec des civils a conduit les militaires à conceptualiser la notion d'approche globale et à créer des interfaces adaptées, capables de conduire des opérations civilo-militaires. Il s'agit notamment, lors de la phase de stabilisation, de faire « vivre mieux » pour désamorcer les rancœurs, en faisant goûter aux populations le plaisir du retour à la sécurité et aux conditions minimales de vie. Le rétablissement des fonctions vitales essentielles constitue alors un préalable à la stabilité.

Une présence continue au milieu des populations impose cependant rapidement aux armées d'assumer des responsabilités de sécurité générale, notamment lorsque ressurgissent des pics de violence. L'engagement dans les Balkans dans les années 90 a forcé l'armée française à s'enrichir de certaines compétences détenues jusqu'alors par les forces de sécurité intérieures, à travers les capacités de contrôle de foule, dérivées du maintien de l'ordre appliqué en France. Il s'agit d'éviter le développement de situations quasi-insurrectionnelles qui pourraient ruiner la mission, notamment quand la frontière demeure toujours très ambiguë entre civils et agitateurs professionnels ou milices, toujours prêts à exploiter une fragilité.

Dans certains cas, comme en 2004 en République de Côte d'Ivoire, la population peut même être utilisée comme une arme de guerre, par l'emploi de la marée humaine pour submerger les cordons de sécurité, envelopper les soldats et les tuer à l'arme blanche. Cette tactique redoutable, très difficile à contrer, nécessite de maintenir en permanence une zone de sécurité entre la foule et les forces.

La notion de peuple est quant à elle beaucoup plus sensible pour les armées. Elle fait appel à une dynamique historique, qui transcende la notion de population. Le peuple a une histoire ; il puise sa force et sa cohérence dans ses racines et son identité ; il aménage son présent pour construire à ses descendants un avenir qui permette de vivre mieux et de transmettre ce qu'il est. Les peuples constituent des nations. On ne peut bien sûr ignorer les propos d'Ernest Renan qui, dans sa célèbre conférence de 1882¹

¹ Qu'est-ce qu'une nation ? conférence prononcée le 11 mars 1882 à la Sorbonne.



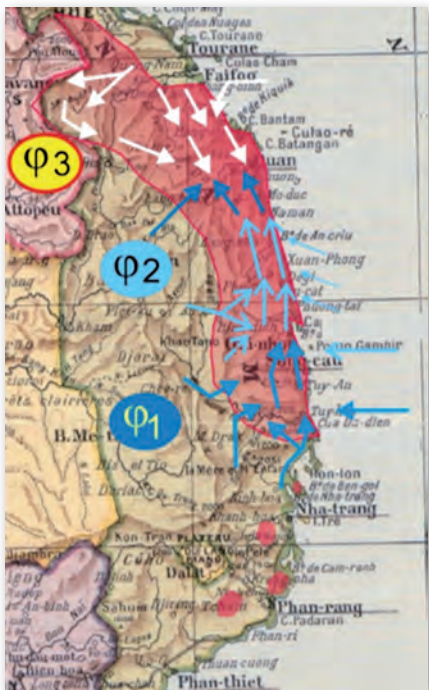
soulignait qu'*une nation est une âme et un principe spirituel ; deux choses complémentaires, l'une dans le passé, l'autre dans le présent. L'une étant la possession en commun d'un riche legs de souvenirs ; l'autre le consentement actuel, le désir de vivre ensemble et la volonté de continuer à faire valoir l'héritage reçu.* C'est un héritage que l'on veut défendre et pour lequel on est prêt à mourir. L'engagement d'une armée au milieu d'un peuple doit l'intégrer, car le peuple est capable d'être mû par une intelligence collective redoutable, pour laquelle le sacrifice de sa vie devient acceptable s'il sert la cause. C'est le soulèvement du peuple espagnol face à l'occupant français lors des guerres napoléoniennes. Ce sont aussi les réseaux de la Résistance française durant l'occupation allemande permettant de lever une véritable armée secrète, constituée de volontaires, civils et militaires, dont beaucoup ont su aller jusqu'au sacrifice suprême.

Si les actions civilo-militaires sont indispensables pour accompagner l'action d'une armée qui agit au sein d'une population, elles ne sont pas suffisantes lorsqu'elle agit au milieu d'un peuple. Il manque en effet la dimension politique, seule à même de donner du sens à l'action et d'éclairer l'avenir.

Une armée qui agit au milieu d'un peuple, voire très souvent au milieu de plusieurs peuples qui se disputent un territoire, ne peut trouver d'issue à son engagement si elle n'est pas là pour appliquer des décisions politiques. Justifier sa présence uniquement par le rétablissement des conditions sécuritaires minimales permettant de trouver les conditions favorables pour imaginer des solutions de long terme, constitue le germe d'une utopie, alimentant la notion de « guerre sans fin ». C'est la présence de la FINUL au Liban, déployée depuis plus de deux générations, qui assure la sécurité des lieux et non la paix, puisqu'une paix durable repose sur des conditions justes, admises par toutes les parties.

Si elles perdent le lien avec le politique, les forces déployées ont alors beaucoup de mal à ne pas se voir affubler parfois du statut d'armée d'occupation, puisque leur présence résulte d'un rapport de forces figé à un moment donné conduisant à une perte de liberté collective, voire individuelle. Certains pourront s'en accommoder ; d'autres non, générant alors une résistance légitime. Seul le niveau politique est en mesure de prendre les décisions structurantes qui s'imposeront pour modifier en profondeur l'état des choses et que vient appliquer le militaire.

La guerre au milieu des peuples : exemple de l'opération *Atlante*



Le Lien Khu V en rouge et les trois offensives successives de l'opération initialement prévues.

© GCA Grintchenko

L'opération *Atlante*, occupe une place singulière dans la guerre d'Indochine. Lancée en 1954, elle constitue la première phase du plan Navarre qui devait permettre à la France de trouver une sortie honorable à un conflit qui n'avait que trop duré. En six mois de campagne, *Atlante* devait reconquérir le Lien Khu V, région située au Centre Annam entre Nha Trang et Tourane (actuel Da Nang). Peuplée de deux millions de personnes cette région était administrée par le Viêt-minh depuis 1945. Pour les troupes de l'Union française, il s'agissait de détruire ce centre de résistance ennemi et d'engager la toute jeune armée vietnamienne dans la reconquête de son propre sol en permettant à l'administration vietnamienne de s'implanter

dans le sillage des troupes. *Atlante* représente une opération complexe, qui coordonne des actions militaires, civiles et politiques. Elle fait appel à des mécanismes économiques complets visant notamment au rétablissement du commerce et à la stabilisation de la monnaie. Elle permet également le déroulement d'actions régaliennes, comme le recensement, l'instruction des enfants, les soins médicaux et la protection des installations par le développement de milices d'auto-défense. Enfin, elle vise à extirper la présence Viêt-minh en effaçant toute trace de son armée et de son administration.

Atlante procède en deux phases : la conquête et la pacification qui reposent sur des mécanismes très différents.

La conquête vise à s'emparer de la zone et à détruire le potentiel de combat de l'ennemi. Elle se situe sur le spectre haut de la violence et nécessite des unités robustes toutes orientées vers l'action de guerre. Ces unités maintiennent des liens très limités avec la population pour des raisons de peur d'un côté et de protection et de fluidité de l'autre.

La pacification repose sur un temps beaucoup plus long, au cours duquel on va chercher à créer beaucoup de liens avec la population pour la rassurer, l'assister, la faire adhérer et en tirer tous les renseignements nécessaires permettant d'extirper l'ennemi de la zone. Ceci nécessite alors d'engager d'autres unités spécialisées qu'il faut recruter, trier et former.

Plus que la conquête d'un territoire, l'enjeu d'*Atlante* était bien celle des peuples. C'est un trait intemporel que l'on retrouve dans beaucoup d'autres conflits, comme en Afghanistan ou aujourd'hui au Mali : trouver comment une armée peut reconquérir un peuple.

Il est d'abord nécessaire de le protéger. Pour ne pas diluer ses moyens à garder des sites de plus en plus nombreux, le mieux est de détruire, voire au pire, de neutraliser le potentiel de combat de l'adversaire. Facile à dire, beaucoup plus complexe à réaliser ! La protection passe par le déploiement de postes, de tours de gardes et d'unités déployées au plus près des gens. Ce maillage fixe est ensuite complété par des missions mobiles et dynamiques faites de patrouilles, de reconnaissances et d'embuscades laissées sur les itinéraires fréquentés par l'ennemi. Tous les jours les forces doivent se mettre à l'ouvrage pour que l'adversaire ne se réimplante pas de nuit dans ses anciens sanctuaires.

Il est ensuite nécessaire d'éradiquer les réseaux et les infrastructures de l'ennemi. En effet, toute unité de combat doit disposer de zones d'impunité où elle peut se cacher pour échapper à ses poursuivants, trouver de la nourriture, de l'eau, des munitions, de quoi soigner ses blessés et se coordonner avec les autres unités. Trouver et détruire ce réseau de caches mobilise beaucoup d'énergie et de troupes.



**La guerre au milieu des peuples : sécuriser mais aussi rallier
et donner un sens politique à l'intervention.**

© Daniel CAMUS - Robert BOUVET / ECPAD / Défense

Pour affaiblir l'ennemi, il faut également porter le fer dans son camp, par des coups de main sur les zones qui lui sont chères, afin de lui montrer que l'impunité n'existe pas et que tout ralliement à lui n'est pas synonyme de sécurité et de paix. Tout ceci nécessite des unités particulières, de type commando.

L'étude historique montre que dans ce type de conflit, pratiquement 80 % de la population est neutre, ne demandant qu'à basculer dans un camp ou dans un autre, pourvu qu'elle y gagne en sécurité et en prospérité. L'ennemi quadrille cependant cette population. Il la maintient sous pression, en l'endoctrinant et en forçant son autorité, par l'assassinat des notables ralliés, le recouvrement de son impôt et l'application de sa justice, le plus souvent la nuit.

Le but ultime de la pacification consiste à rallier les personnes, c'est-à-dire les transformer en *supporters* pro-actifs. Le mécanisme du ralliement en constitue le cœur. Pour rallier, il faut être attractif et faire adhérer : montrer que la cause est juste, que la vie est meilleure et faire croire en la victoire inéluctable. Il ne faut jamais perdre de vue que ce choix est quasi irréversible, car le rallié s'est condamné à mort vis-à-vis de l'ennemi, lui-même et sa famille. La pacification n'admet donc aucun retour en arrière, ni abandon, ni changement de cap. Il s'agit d'un mode d'action très lourd de conséquences qui demande des garanties politiques solides. Revenir sur sa parole, c'est trahir, car on ne peut jouer avec la vie de ceux qui nous font confiance. C'est un point fondamental qui explique en grande partie l'attitude d'une fraction de l'armée française qui refusa un second abandon durant la guerre d'Algérie.

Parmi les modalités techniques, une des questions clés consiste à savoir comment être sûr de la sincérité du ralliement et comment débusquer les agents infiltrés. Lors d'*Atlante*, un centre de transit avait été spécialement créé pour évaluer la sincérité du ralliement. Au bout du processus, le suspect pouvait être interné, libéré dans la vie civile ou incorporé dans une unité supplétive. Le processus semble simple, mais il est tout d'exécution ! C'était le rôle majeur des agents civils, sélectionnés pour leur probité et parfaitement entraînés. Les gouverneurs de province bénéficiaient d'unités adaptées, les GAMOs (Groupes Administratifs Mobiles Opérationnels), formés pendant près d'un an dans une école adaptée. Ces unités regroupaient des agents administratifs, médicaux, enseignants et policiers enquêteurs, notamment pour conduire les interrogatoires. C'était un monde de professionnels dont la somme des compétences permettait de faire repartir une administration de qualité, intègre et fidèle. Le succès fut sans appel, à tel point que les dix GAMOs formés furent très nettement insuffisants.

Les suivants furent montés sur le tas, aboutissant à la tonte en règle de certaines provinces ; effets déplorables, plus efficaces pour le Viêt-minh que sa propre propagande ! Une opération de pacification ne s'improvise donc pas.

Rendre plus efficace la guerre au milieu des peuples

La guerre au milieu de peuples impose une unité d'action entre autorités politiques, civiles et militaires. Or, bien des décisions échappent au militaire. Comment agir sur l'économie ? Que faire de la réforme agraire décrétée par l'ancien occupant ? Doit-on revenir à l'ordre ancien alors que la population sur place a profité du nouveau système ?

Il est impératif de synchroniser les actions militaires et civiles, en se raccrochant à des lignes d'opération compatibles, sur un tempo unique. Aujourd'hui, nous ne pouvons que rarement dépasser le registre de la coordination des actions militaires et civiles, en limitant les incohérences et les interférences.

Atlante fournit un exemple heureux de synchronisation d'actions avec la disparition de la piastre Hô Chi Minh. Interdire cette monnaie en aurait fait un symbole de résistance. La laisser courir aurait généré un risque très important sur les finances publiques. Les autorités civiles organisèrent le désamour progressif de la monnaie en jouant sur le taux de parité, les délais accordés pour échanger l'ancienne monnaie contre la nouvelle et l'envie de dépenser. L'affaire fut rondement menée, tout à l'honneur de ceux qui imaginèrent cette action de change conduite en phase avec le déploiement des forces, le réapprovisionnement des marchés et les campagnes d'explication.

Atlante fournit également un exemple de dysfonctionnement majeur. Sur les territoires reconquis, deux autorités devaient recruter des auxiliaires pour assurer la garde de lieux à défendre. Les civils ont mobilisé la garde civile ; les militaires les forces supplétives. Or, les volontaires se font rares. Les autorités civiles décident alors d'augmenter les rémunérations et obtiennent leurs effectifs au détriment des militaires qui ne recrutent pas, ne pouvant renchérir. Mais ils disposent de l'armement et des munitions pour l'ensemble de gens à recruter. Ainsi, en pleine opération, il y eut des gardes civils non armés à côté de dépôts militaires sans soldats ! Il a fallu l'intervention courroucée du gouverneur de la province pour mettre fin à ce gâchis.

La pacification dresse deux administrations l'une contre l'autre, dans un environnement où deux armées se disputent la stabilité. Il s'agit pour l'État de puiser dans ses racines historiques et culturelles pour montrer sa légitimité. Il doit alors défendre les symboles structurants de la société qu'il sert. À l'opposé, le révolutionnaire crée une nouvelle légitimité à travers la geste qu'il écrit. Un des arguments qu'avance le révolutionnaire est qu'il représente la légitimité du peuple et que son adversaire n'est qu'un régime fantoche, telle une marionnette mise en place par l'ennemi pour donner le change. Expression cruelle, mais lourde de sens, qui habilla le gouvernement Sud Vietnamien durant la guerre du Vietnam. Elle constitue toujours une limite d'actualité, car si les autorités politiques soutenues passent pour des fantoches, toute l'action est construite sur du sable.

La pacification constitue donc un mode d'action très lourd de sens, qui puise dans les racines profondes qui structurent la société. Elle constitue dans certains cas l'alternative ultime à la guerre civile. Certains désastres n'auraient-ils pu être évités avec des opérations de pacification mieux préparées et moins improvisées ?

La création d'un niveau décisionnel continu, politique, civil et militaire, capable de rédiger les plans, tenir le métronome des opérations militaires et civiles et faire rapidement les choix qui s'imposent reste encore à développer. Tant que la cohérence des actions ne sera pas assurée, il sera bien difficile de vaincre un ennemi beaucoup plus unifié. La guerre d'Indochine nous l'illustre facilement : d'un côté, la France ne parvient à définir formellement ses buts de guerre qu'en 1953 ; dix-sept gouvernements et dix commandants en chef se succèdent aux affaires, laissant passer de multiples occasions favorables. De l'autre, une équipe unique qui suit les mêmes buts depuis 1945 et qui n'hésite pas à embrigader la population lorsque nécessaire, ni à pratiquer l'assassinat politique.

Une telle dissymétrie perdure de nos jours, dans ce qui oppose le monde libre et démocratique aux sociétés en guerre créées par nos ennemis. Ne leur facilitons pas la tâche en admettant dans nos plans de campagnes des solutions discontinues, voire concurrentes, entre ce que font les civils et les militaires. La Seconde Guerre mondiale nous montre que les démocraties savent remarquablement bien faire la guerre quand elles se donnent les moyens de la gagner. Pourtant, les occasions manquées de 1936 rappellent qu'une organisation de temps de paix ne permet pas de conduire efficacement une guerre. Ne pas se donner dès aujourd'hui les moyens de gagner les batailles du moment, pourra rendre la tâche beaucoup plus ardue demain.

Que reste-t-il des théories de la contre-insurrection ?

par Monsieur Benjamin HAMM



Affecté au pôle études et prospective (PEP) du centre de doctrine et d'enseignement du commandement (CDEC), le sous-lieutenant (R) Benjamin Hamm est titulaire d'une licence de droit et d'un Master en « Sécurité européenne et stabilisation internationale » de Sciences Po Strasbourg. En qualité d'officier spécialiste de réserve, il contribue à la rédaction du Brennus 4.0 et à l'élaboration de « l'Éclaireur », document de veille prospective nationale et internationale, publié par le CDEC.

À la faveur d'un balayage historique sur les techniques destinées à lutter contre les insurrections, M. Benjamin Hamm s'interroge sur le bien-fondé actuel des dites techniques sur les théâtres d'opérations où sont engagées les armées françaises. C'est pour lui l'occasion de lancer un vibrant plaidoyer en faveur de la nécessité d'une adhésion des populations à l'action engagée par les militaires.

« **T**he counterinsurgent reaches a position of strength when his power is embedded in a political organization issuing from, and firmly supported by the population » écrivait le lieutenant-colonel David Galula (1919-1967) dans son ouvrage *Counterinsurgency Warfare: Theory and Practice* paru en 1964. Centrées sur l'adhésion de la population, les théories « galuléennes » formeront la pierre angulaire des doctrines de contre-insurrection américaines puis otaniennes, dont la nécessité réapparaît dans les années 2000 sur les théâtres afghans et irakiens.

Comme pour les États-Unis, l'engagement en Afghanistan marque un tournant pour la France, qui passe d'opérations de stabilisation ou de maintien de la paix (Somalie, Ex-Yougoslavie) – c'est-à-dire des opérations sans adversaire identifié – à des théâtres où l'adversaire, le *Taleb*, est désigné mais caché au sein des populations. C'est justement pour répondre à l'enlèvement afghan qu'apparaît la doctrine « petraeusienne »¹ de contre-insurrection. Propagée au sein de l'OTAN et traduite par les Alliés, cette doctrine propose une refondation des stratégies occidentales d'engagement centrée sur l'adhésion de la population. La France doit-elle donc « réapprendre » à « faire la guerre » au sein des populations ? Cela semble assez paradoxal au regard de l'histoire de ses engagements.

En effet, la France a été engagée au XIX^e et XX^e siècles dans de nombreuses opérations nécessitant d'évoluer au sein des populations. Des guerres révolutionnaires et impériales (Vendée, Espagne) aux mouvements de décolonisation et leurs tentatives d'endiguement (en Algérie, Indochine) en passant par les conquêtes coloniales (Algérie, Madagascar), la France a conduit des opérations de contre-insurrection à de nombreuses reprises.

Pourtant, le terme de contre-insurrection², parce qu'associé à ces périodes, divise encore aujourd'hui. D'origine anglo-saxonne, il désigne ce qui était autrefois appelé « contre-guérilla », « contre-subversion », « pacification » ou encore plus récemment « stabilisation » ou « contre-rébellion », lors de contextes marqués historiquement et historiographiquement. C'est pourtant au cours de ces opérations – et sans revenir sur la légitimité des gouvernements à les conduire – que les armées françaises ont acquis un savoir-faire tactique et stratégique des engagements au sein des populations.

Aujourd'hui, alors que la France est appelée à s'engager sur des théâtres au sein même des populations (Sangaris, Serval, Barkhane), il est pertinent de s'interroger sur l'héritage stratégique et tactique de la contre-insurrection. Cet article entend démontrer que, loin d'avoir disparu, la contre-insurrection s'est adaptée aux évolutions éthiques et technologiques, tout en préservant ses fondamentaux : l'enjeu de la population, la coordination civilo-militaire et l'adaptabilité comme primat tactique.

¹ Tenenbaum, Élie : *Partisans et centurions : une histoire de la guerre irrégulière au XX^e siècle*, Perrin, 2018, Paris, p. 11.

² Le manuel de contre-insurrection américain FM 3-24, paru en 2006 sous la direction du général David Petraeus, dont le contenu a été transposé dans les doctrines otaniennes et françaises par la suite, définit la contre-insurrection comme « l'ensemble des activités politiques, économiques, sociales, militaires, juridiques, et psychologiques, institutionnelles ou non, nécessaires pour neutraliser une insurrection et répondre aux principaux motifs d'insatisfaction de la population ».

Une contre-insurrection populo-centrée : l'adhésion des populations comme état final recherché

« *La réponse au terrorisme ne consiste pas à inonder la jungle avec plus de troupes. Elle réside plutôt dans les cœurs et les esprits du peuple malaisien* ». Par ces mots, le général Sir Gerald Templer (1888-1979), commandant civil et militaire pour la Malaisie, exprimait en 1953 la nécessité de « gagner les cœurs et les esprits » pour éteindre une insurrection³. En effet, en la privant de son accès à la population – par l'adhésion de cette dernière à la cause loyaliste – l'insurrection perd sa source de revenus, de logistique, de partisans et de renseignement. Ce faisant, elle sera réduite à des actions plus risquées lors desquelles l'action militaire des forces loyalistes, souvent dissymétriques, pourra l'emporter. L'adhésion des populations est donc bel et bien un objectif puisqu'il conduira inexorablement à une séparation physique et psychologique des insurgés de la population, but de la contre-insurrection. Pour obtenir cette adhésion, le général Templer fait admettre, par des mesures socio-économiques, l'idée selon laquelle il sera plus profitable aux populations, dans un calcul rationnel coût/avantages, d'être du côté loyaliste que dans l'insurrection communiste.

Reprise à de multiples occasions, la célèbre formule de Templer trouve certainement son inspiration dans les œuvres de pacification des maréchaux Gallieni (1846-1916) et Lyautey (1854-1934) à Madagascar et au Maroc notamment. En effet, tous deux avaient compris l'enjeu immense de l'adhésion de la population et y ont contribué par des mesures politiques, sociales et économiques⁴. Ces mesures ne sauraient être efficaces cependant sans une juste appréhension des besoins de la population, d'où l'importance du renseignement. Pour les deux maréchaux, c'est véritablement « *l'action politique [qui] est de loin la plus importante* », l'action militaire n'étant que supplétive. Pour ne pas produire l'inverse de ses effets escomptés, l'action politique doit s'inscrire dans le respect des structures culturelles et traditionnelles, insistent également Gallieni

³ Templer considérait que si la priorité va à la restauration de la sécurité (protéger), ce qui contribue à gagner les cœurs, un enchaînement rapide vers des réformes socio-économiques d'amélioration des conditions de vie (servir) contribue à gagner les esprits. Le cas malais était néanmoins une insurrection particulière puisque fondée sur une minorité ethnique chinoise et coupée de soutiens externes.

⁴ Ainsi, en 1905, après neuf années sous le commandement du maréchal Gallieni, ce sont 38 hôpitaux, 42 maternités et plus de 700 écoles qui sont construits. Le maréchal Lyautey attribuait au maréchal Gallieni la phrase suivante : « *Tous les officiers savent s'emparer d'un village à l'aube ; moi, je veux des officiers qui sachent s'emparer d'un village à l'aube et y ouvrir le marché à midi* ». Tiré de « *Gallieni à Madagascar et Lyautey au Maroc, deux œuvres de « pacification » complémentaires* », Cahiers de la Recherche doctrinale, Centre de Doctrine et d'Emploi des Forces, 2011, p. 74.



C'est à Madagascar que Gallieni a mis en œuvre sa vision de la guerre au milieu des peuples.
© Charles BORBAL-COMBRET/ECPAD/Défense

et Lyautey. Le renseignement trouve donc également son importance ici. Cette alternative au « tout-cinétique » s'explique par les leçons tirées des guerres révolutionnaires et impériales (Vendée, Espagne, Algérie), notamment celles du maréchal Bugeaud (1784-1849) lors de la conquête d'Algérie. Bugeaud, s'il a eu plus d'une fois recours à la force, a également institué les « Bureaux arabes ». Ces derniers visaient à administrer la population pour répondre à ses besoins socio-économiques et à coordonner les actions civiles et militaires.

Aujourd'hui encore, l'adhésion de la population aux forces loyalistes demeure l'épicentre des doctrines de contre-insurrection, largement abreuvées en cela par les écrits « galiléens » et leurs reprises dans les doctrines « néo-classiques »⁵, notamment sous l'impulsion du général David Petraeus. Parce que la contre-insurrection n'est pas qu'une opération militaire, mais surtout une opération politique, elle se doit d'être conduite par des moyens et acteurs civils et militaires.

⁵ Les doctrines de contre-insurrection, décrédibilisées par l'échec au Vietnam, retrouveront des partisans dans les années 1990 à la suite d'opérations de stabilisation en Somalie et en ex-Yougoslavie.

Une chaîne de commandement civilo-militaire : la mise en place de l'approche globale

Rare exemple d'une contre-insurrection réussie, la Malaisie a été le théâtre d'expérimentations qui n'étaient pas sans rappeler une forme « préhistorique » des concepts d'approche « intégrée » ou « globale ». En effet, Sir Gerald Templer met en place une hiérarchie de comités civilo-militaires réunissant responsables politiques, militaires, juridiques et policiers dans une approche interservices visant à coordonner les efforts, notamment en s'assurant de l'échange de renseignements, et donc à démultiplier les effets de l'action militaire sur le terrain. Permettant un relais des directives venues des échelons supérieurs tout en préservant les prises d'initiative des échelons inférieurs, la hiérarchie civilo-militaire décentralisée de Templer (échelon fédéral, fédéré, districts) se révélera déterminante pour la contre-insurrection en Malaisie.

Là encore, si Templer l'a appliquée avec brio, le commandement civilo-militaire, repris par la doctrine anglo-saxonne sous le terme de *civilian-military cooperation* (CIMIC) trouve ses racines chez Lyautey et Gallieni, qui eux-mêmes se sont certainement inspirés des Bureaux arabes de Bugeaud en Algérie. Sous les mandats de Gallieni et Lyautey, c'est le corps des « Contrôleurs civils » qui jouera ce rôle, chargé d'assister et de conseiller les autorités locales (pachas et caïds au Maroc). Lyautey insistera particulièrement sur leur caractère essentiellement supplétif, les contrôleurs civils en qualité de représentants du Protectorat, n'avaient pas vocation à administrer directement. Point de divergence⁶ entre les maréchaux, le militaire doit, pour Lyautey, céder la place au politique une fois la zone stabilisée. Gallieni considérait pour sa part que ses officiers étaient parfaitement qualifiés pour demeurer en charge, rejetant ainsi l'adage « *Cedant arma togae* » (« les armes le cèdent à la toge »)⁷.

Aujourd'hui, l'approche globale est si prégnante qu'on ne saurait imaginer une opération de stabilisation sans coopération civilo-militaire réunissant acteurs militaires juridiques, policiers, politiques et responsables d'ONG.

⁶ Cette divergence doctrinale s'explique toutefois par la différence des statuts du Maroc et de Madagascar. Si le Maroc était un protectorat, justifiant la présence seulement « supplétive » et conseillère de l'administration française, Madagascar était un territoire colonial. À ce titre, le pouvoir colonial avait pleinement vocation à administrer directement les territoires de Madagascar.

⁷ Certains théoriciens de la Doctrine de Guerre révolutionnaire, dont le colonel Trinquier, préconisaient l'instauration d'une législation d'exception et la concentration des pouvoirs dans les mains d'un militaire jusqu'à l'élimination des insurgés et de leur appareil politico-militaire.

Ainsi l'opération *Artemis* de stabilisation de l'Ituri a été menée par l'Union européenne en coordination avec la mission des Nations unies (MONUC). Cette approche civilo-militaire où le second aspect est subordonné au premier, n'empêche pas les acteurs militaires d'exercer, de façon épisodique, des pouvoirs normalement échus aux civils. Ainsi, certains chefs de section ont été amenés, lors de l'opération *Sangaris*, à exercer des fonctions de coordinateurs et d'administrateurs pour pallier l'absence totale de système judiciaire. Dans la droite lignée des préceptes de Lyautey, cette utilisation de pouvoirs civils par le militaire n'est toutefois que temporaire : jusqu'à ce qu'un minimum de sécurité soit rétabli. C'était le principe même de l'opération *Sangaris* (et avant elle *Artemis*) qui, en tant que « *bridging operation* » devait créer les conditions pour passer le relais aux civils et militaires de la mission onusienne en Centrafrique (MINUSCA)⁸. Les opérations de contre-insurrection, parce qu'elles ont lieu au cœur même des populations, ont toutefois des particularités tant dans leur stratégie que dans leurs modes tactiques.

De la tache d'huile à la mobilité : stratégie et tactiques de la contre-insurrection

La stratégie de la « tache d'huile » chère à Gallieni et Lyautey fait aujourd'hui encore l'unanimité dans les opérations de stabilisation et de contre-insurrection⁹. Preuve en est son adaptation dans la doctrine anglo-saxonne au sein du quadriptyque « *shape, clear, hold, build* ». La stratégie de la tache d'huile consiste à avancer progressivement vers les zones insurgées en ayant au préalable fermement sécurisé toutes les lignes arrières : « *ne mettre une jambe en l'air que lorsque l'autre est bien assise* »¹⁰. Pour cela, les forces loyalistes évoluent au sein des populations. Contrainte mais aussi opportunité : cela permet de convaincre la population de la légitimité de l'opération, notamment lors des patrouilles ou lors des rencontres aux « points de contrôle ». Incidemment, la population se familiarise avec les soldats qui l'environnent et qui forment alors de véritables capteurs de renseignements d'ambiance locale et suscitent au plus vite la confiance

⁸ La Mission des Nations unies pour la stabilisation en Centrafrique (MINUSCA) est une opération de maintien de la paix des Nations unies en Centrafrique. Elle est en cours depuis le 10 avril 2014.

⁹ Le commandement de l'opération *Artemis* de l'Union européenne en République démocratique du Congo, ainsi que les contingents britannique et américain en Afghanistan au sein de la FIAS, y ont notamment eu recours.

¹⁰ Tiré d'une lettre du maréchal Gallieni expliquant le processus de la tache d'huile à Alfred Grandidier, explorateur malgachophile, cité par le colonel Lyet dans : « *Gallieni, Joffre* », *Revue historique de l'armée*, 1963/4, p. 91.

des populations¹¹. L'enfermement des troupes otaniennes en Afghanistan dans des *Forward Operational Bases* (FOB)¹² justifié par la grande agressivité des milices talibanes¹³, n'a ainsi guère aidé à gagner la confiance de la population non-insurgée. Parce qu'elle requiert d'aller au contact de la population, la contre-insurrection est une stratégie risquée militairement, les soldats étant bien plus à découvert¹⁴. Elle est également risquée sur le plan politique, l'acceptabilité des pertes humaines étant de plus en plus décroissante dans l'opinion publique occidentale.

Sur le plan tactique, la contre-insurrection dispose également de ses propres caractéristiques dont l'adaptabilité est le maître-mot. En effet, chaque contre-insurrection est unique, a ses propres facteurs, endogènes et exogènes, et doit donc être traitée différemment. Néanmoins, parce que l'insurgé dispose souvent d'un rapport de forces lui étant défavorable (davantage au niveau des moyens et capacités que de la masse) par rapport aux forces loyalistes, il optera généralement pour des tactiques de guérilla ou de terrorisme. Évitant l'affrontement direct ou le limitant à des cadres spatio-temporels lui étant favorables, l'insurgé ne peut être combattu comme le sont des forces classiques. D'ailleurs Gallieni et Lyautey, de même que Templer, en tirent la conclusion qu'il faut rejeter les actions d'ampleur dont la lourdeur permet l'avertissement en amont des insurgés et favorisera leur fuite (de surcroît dans un environnement qu'ils maîtrisent mieux). Le chef militaire d'une contre-insurrection aura donc tout intérêt à prôner la formation de colonnes mobiles grâce auxquelles il pourra pourchasser les insurgés. Ainsi, comme contre tout ennemi (mais peut-être encore davantage pour un insurgé qui refusera des conditions de bataille défavorables), c'est en s'adaptant à lui, au terrain et au milieu humain que le chef créera les conditions de la victoire.

¹¹ Sir Gerald Templer, sceptique quant à la capacité d'immersion et d'ouverture à l'interculturalité des soldats britanniques, décida d'employer des locaux et des insurgés « retournés » pour l'acquisition de renseignement humain.

¹² Certains auteurs avancent, contrairement à un poncif répandu, que les forces américaines ont néanmoins effectué un véritable travail de « nomadisation » pour s'immerger, notamment en Kapisa. Ceci d'après : « *Gagner les cœurs et les esprits : origine historique du concept, application actuelle en Afghanistan* », Lieutenant (R) Bertrand Valeyre, Cahiers de la recherche doctrinale, 2010.

¹³ Le contingent britannique chargé de la province du Helmand subira ainsi des pertes avec un taux d'exposition supérieur à ce qu'il était au Vietnam et aux Malouines (une chance sur 36 d'être tué en opération). *Ibid.*

¹⁴ L'initiative des *Village Stabilization Operations* montre d'ailleurs que si dans un premier temps, l'attrition est supérieure à celle de « l'enfermement » dans les FOB, l'immersion des soldats dans le sein des populations leur permet de gagner plus aisément leur confiance et réduit les pertes sur le long terme. Cf. en ce sens l'article du SGT (R) Hugo Queijo, « *Les Village Stability Operations / Afghan Local Police* » et la « *Transition Strategy* » en Afghanistan, Brennus 4.0, CDEC, avril 2019, disponible sur www.pensee-militerre.com.

Aujourd'hui, si ces préceptes demeurent, leur application a évolué au gré des évolutions technologiques. Déjà en Malaisie, Templer a massivement recours au *Special Air Service*, les forces spéciales britanniques. Ces soldats formés au combat de jungle octroient au général Templer une capacité de projection dans la profondeur permettant d'empêcher toute sanctuarisation des insurgés par un harcèlement constant. Aujourd'hui encore, les forces spéciales sont employées pour accomplir ces objectifs. Le recours à la troisième dimension par des opérations aéroterrestres, voire interarmées, apporte encore davantage de mobilité, ainsi et un effet psychologique indéniable sur l'ennemi. Ainsi, les moyens aériens (Atlantique 2, Rafale, Fennec), bien que peu nombreux, ont apporté une grande agilité et une liberté d'action indéniable aux forces françaises de l'opération *Sangaris*, de même qu'un appui-feu non négligeable. En effectif réduit (2 000 hommes), ces dernières ont dû faire preuve d'une adaptabilité constante et d'une grande réversibilité pour accomplir leurs objectifs¹⁵.

Ce propos révèle que les théories de la contre-insurrection subsistent encore au sein des opérations actuelles à travers plusieurs enseignements clefs : l'importance de l'adhésion de la population grâce à des actions militaires et politiques conduites selon une approche intégrée et grâce à une stratégie pérenne, la tache d'huile, ainsi que des tactiques fondées sur l'adaptabilité. Ces enseignements sont les témoins de nos engagements militaires, il est donc primordial de capitaliser sur ces expériences afin de maintenir un contact avec nos savoir-faire et notre histoire.

Au-delà, plusieurs questions demeurent quant à la viabilité des opérations de contre-insurrection. Ces dernières peuvent-elles fonctionner sur le mode d'un engagement occidental réduit, en simple appui des forces loyalistes (concept de « *light footprint* »)¹⁶ ? Cela interroge également la capacité de l'Occident, une fois la sécurité rétablie, à faire du « *nation-building* » et donc sur « l'exportabilité » de notre modèle de démocratie libérale. Une certitude demeure *in fine*, comme nombre d'opérations militaires (et certainement davantage pour celles ayant trait à des engagements au milieu des peuples), les opérations de contre-insurrection n'échappent pas à l'extrême importance d'une œuvre de renseignement bien menée, ainsi qu'à son corollaire en milieu peuplé, la formation à l'inter culturalité.

¹⁵ « Toute la fonction logistique a [...] dû faire preuve d'adaptation afin de permettre à un outil initialement dimensionné pour soutenir un GTIA agissant dans une seule direction, de soutenir simultanément jusqu'à trois GTIA dans trois directions » Rémy Hemez et Aline Leboeuf : « Retours sur *Sangaris*. Entre stabilisation et protection des civils », *Focus stratégique*, n° 67, avril 2016, p. 19.

¹⁶ La durée moyenne des engagements en contre-insurrection est de quatorze ans.

David Galula, du Capitole à la roche Tarpéienne ?

par Monsieur Matthieu MEISSONNIER



Diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et titulaire d'un master de recherche en relations internationales, Matthieu Meissonnier est administrateur du Sénat. Il est également membre du groupe réflexion Terre (GRT), auditeur de la 63^e session de l'IHEDN et officier de réserve (Orsem).

Au prétexte de l'évocation de Galula, l'auteur dénonce l'erreur qui consiste à « plaquer » des concepts dans la conduite des opérations militaires en faisant fi de la prise en compte de paramètres environnementaux au théâtre d'opérations. Par ailleurs, il explique qu'aujourd'hui, la seule application « d'un art militaire » ne saurait donner sa pleine mesure sans un aspect politique complémentaire.

« *L'n'y a pas loin du Capitole à la roche Tarpéienne ; mais l'homme qui combat pour la raison, pour la patrie, ne se tient pas si aisément pour vaincu* » répondait Mirabeau à ses accusateurs lors d'un célèbre discours à la tribune de l'Assemblée nationale¹.

Ces mots ne s'appliqueraient-ils pas à David Galula² ? Adulé hier, ses thèses seraient devenues inapplicables et sans utilité.

¹ Second discours de Mirabeau sur le droit de paix et de guerre, en réponse à celui de Barnave, séance du 22 mai 1790.

² Né à Sfax (Tunisie) en 1919 dans une importante famille de la communauté juive, saint-cyrien de la promotion « Amitié franco-britannique » (1940), il est rayé des cadres de l'armée pour judéité. Réintégré en 1943, il participe à la libération de la France et à la campagne d'Allemagne. Après-guerre, il est affecté en Extrême-Orient et dans les Balkans comme attaché de défense où il observe les succès ou les échecs des insurrections

Il y a dix ans, le monde de la pensée stratégique française découvrait David Galula grâce à la traduction par le colonel Philippe de Montennon de son livre théorique *Contre-insurrection, théorie et pratique*³, dans lequel il tirait les leçons de ses observations comme attaché de défense en Asie et en Europe au plus près des guerres contre les mouvements communistes puis de son expérience comme commandant de compagnie en Algérie (1956-1958). Il avait été tiré de l'oubli peu auparavant, presque par hasard, lors d'un colloque de la *Rand Corporation*, par Fred C. Iklé ancien directeur de son département des sciences sociales. À l'époque, le général Petraeus, au sommet de la célébrité, avait fait de ce lieutenant-colonel français inconnu la lecture obligée des stagiaires du *Command and General Staff College* et des officiers partant en Irak ou en Afghanistan. Il écrivait d'ailleurs dans la préface de l'édition française : « *On peut dire de l'ouvrage de Galula qu'il est à la fois le plus grand et le seul grand livre jamais écrit sur la guerre non conventionnelle [...] Il sera considéré un jour comme le plus important des écrits militaires français du siècle dernier. C'est déjà le cas aux États-Unis* ».

Depuis, l'intervention américaine en Irak a ouvert la porte à l'État islamique. En Afghanistan, les États-Unis semblent tenter de négocier leur sortie et le partage du pouvoir avec les Talibans... Serait-ce la faute de Galula ?

Avant de prononcer la sentence, l'a-t-on seulement vraiment lu pour ce qu'il est, un outil et non une martingale ? Ne nous tend-il pas encore le miroir révélant les points d'achoppement des opérations de contre-insurrection menées aujourd'hui en Irak ou au Sahel ?

Relisons-le donc et examinons, conscients des limites de ses réflexions, comment elles éclairent les opérations en cours et comment Galula pose la question toujours actuelle des relations politico-militaires.

communistes et nationalistes (Chine, Malaisie, Philippines, Grèce). Cette expérience le conduit à demander son affectation en Algérie (1956-1958) où il mettra en pratique avec succès la pacification. Remarqué lors d'un colloque, l'Université d'Harvard lui propose un poste de chercheur puis la *Rand Corporation*. À la suite du refus des autorités françaises de le détacher aux États-Unis, il quitte l'armée en 1962. Il publie alors en anglais son témoignage, puis ses réflexions théoriques. Ayant refusé un poste avantageux chez BP qui était conditionné à l'abandon de sa citoyenneté française, il rentre en France où il travaille chez Thomson. Il meurt d'un cancer en 1967, à 48 ans.

³ Paris, Economica, 2008, 213 p. de l'anglais « *Counterinsurgency Warfare, Theory and Practice* », 1963.

Pacification et incompréhension

David Galula fixe lui-même les bornes de sa démarche : « *Nul joueur d'échec n'a jamais trouvé d'ouverture garantissant la victoire, et nul n'en trouvera jamais* ». S'il n'y a pas de panacée dans la conduite de la guerre, il est pourtant possible de tirer des leçons pratiques et théoriques de l'expérience et de l'observation sans en faire selon ses propres mots « *des doctrines soi-disant incontournables érigées en article de foi* ».

De fait, lorsque Galula publie souvenirs et théories, la France a déjà perdu la guerre d'Algérie. Beaucoup de Kabyles, qui ont joué le jeu de la pacification dans le secteur qu'il dirigeait, sont morts assassinés ou ont trouvé refuge en France. David Galula le sait et le mentionne. Il va même jusqu'à souligner son estime pour un officier qui a refusé la pacification, convaincu de l'issue fatale.

Ces faits sont importants. Galula était convaincu que la victoire était possible au regard du succès des Britanniques en Malaisie et de sa propre expérience. Toutefois, lorsqu'il écrit, il sait qu'il a échoué à convaincre, aussi bien la hiérarchie militaire que civile, du bien-fondé de son action et que les succès qu'il a obtenus n'ont été que limités et temporaires. Voilà qui place sa démarche dans une perspective assez inédite. Galula est un penseur qui cherche à apprendre au moins autant de ses succès que de ses échecs. S'il donne des recommandations, voire des modes d'emploi, ils ne sont pas à appliquer sans discernement bien au contraire.

En faisant de Galula un enseignement académique systématique, certains ont peut-être versé dans le travers qu'il dénonçait lui-même : « *L'officier de l'armée a appris dans les académies militaires que le combat comporte plusieurs phases distinctes [...] qu'à chaque phase correspond une manœuvre standard [...] en accord avec la doctrine du moment. Ainsi, en combat conventionnel, l'enjeu intellectuel de l'officier [...] consiste à identifier la phase dans laquelle il se situe. Ensuite, il ne lui reste plus qu'à appliquer la technique qui correspond [...] S'il a bonne mémoire, il ne peut pas vraiment se tromper. Une telle façon de procéder ne peut malheureusement pas être appliquée à la contre-insurrection* ».

On a ensuite voulu faire de Galula, en France au moins, le continuateur des grands coloniaux Gallieni et Lyautey, le mot de « *pacification* » faisant croire à une identité de méthode et de vision. Il est frappant de constater qu'à aucun moment Galula ne fonde sa démarche sur l'un ou l'autre de ces devanciers. Il ne les cite même pas. Est-ce ignorance ou amnésie de sa part ? Vraisemblablement pas.

Cela s'explique par le fait qu'il pense que la guerre contre-révolutionnaire qui doit être menée est profondément différente de la guerre coloniale. Si Lyautey et Gallieni ont eu des rebelles ou des potentats à soumettre, ils n'avaient pas en face d'eux une idéologie telle que le communisme. Cette observation doit nous conduire à s'interroger sur les différences qui existent entre les théâtres d'opérations contre-insurrectionnelles des années 1950 et 1960 qu'a connus Galula (Chine, Malaisie, Philippines, Grèce, Algérie, Cuba...) et ceux d'aujourd'hui.

Quelle est la consistance de l'ennemi ? Le facteur idéologique est-il aussi important ? Dans quelle mesure le facteur religieux modifie-t-il les positions ? Quelle est la part du banditisme ? Des conflits locaux ? Du nationalisme ? Des ethnies et des clans ? Force est de constater qu'il est infiniment composite.

Comment se compose l'ami, le « *loyaliste* » dans la terminologie de Galula ? Dans l'Algérie de la fin des années 1950, organisée en départements, les choses sont simples. C'est exactement, ou presque, comme en métropole : une armée, une administration, entièrement françaises. Dans la BSS, en Irak ou en Afghanistan, tout est différent. L'armée française intervient avec d'autres (alliés, ONU, OTAN...), comme nation-cadre ou seulement contributrice. L'opération se déroule dans un pays étranger disposant de ses propres institutions, lois et coutumes, même si c'est un État failli. Plus encore, il ne s'agit pas pour l'armée française de « *pacifier* » pour convaincre qu'elle et la France vont rester, mais que les institutions locales vont reprendre leurs droits et offrir à la population un avenir meilleur.

Questions opérationnelles

Si Galula ne peut donc être un manuel à glisser dans la musette, il devrait rester une source d'inspiration et de réflexion pour passer au crible les opérations et les difficultés que les forces occidentales rencontrent aujourd'hui. Donnons-en quelques exemples sur l'emploi de la force et la manière dont elle est perçue.

Pour Galula, rappelons-le, l'objectif de la guerre contre-insurrectionnelle n'est pas la conquête d'un territoire mais de la population, et l'on n'atteint pas cet objectif en détruisant les forces ennemies. C'est parce que l'insurgé ne trouve plus de soutien dans la population qu'il ne peut poursuivre le combat. Certes, pour entamer la pacification, il faut, selon lui, commencer par une opération militaire visant à expulser de manière au moins temporaire les rebelles de la zone dans laquelle on doit opérer. Mais ensuite, les choses sont tout à fait différentes ; l'action de feu doit laisser la place au retournement de la population.



Contrôle et retournement de la population en Algérie.

© Jean BOUVIER -France VILAR/ECPAD/Défense

Alors que Galula obtient des succès spectaculaires dans son secteur de Kabylie et que celui-ci devient progressivement l'attraction des états-majors d'Alger, voire des visiteurs parisiens, il ne cesse d'être confronté à l'incompréhension. Ainsi, lorsque le général Guérin veut le faire promouvoir au grade supérieur à titre exceptionnel, Alger lui oppose qu'il est inconcevable de mettre en avant un officier qui n'a pas été cité dans une action de feu... Au contraire, les « *warriors* », l'expression est de Galula, ayant un score élevé en termes d'ennemis hors de combat, mais un résultat nul en termes de pacification, avaient, eux, toutes leurs chances... Deux mois plus tard, Guérin et le général Salan rédigeaient une « *fausse* » citation à son sujet pour avoir gain de cause !

Dans le même esprit, il dénonce l'erreur consistant à croire qu'il suffit d'éliminer les chefs rebelles pour venir à bout de l'insurrection. Il le remarque notamment à propos de l'interception de l'avion de Ben Bella et des leaders du FLN entre Rabat et Tunis en octobre 1956. Galula ne nie pourtant pas que cela puisse être utile dans certaines circonstances ; il l'a lui-même pratiqué dans son secteur, mais presque comme conséquence de l'action de pacification. On peut s'interroger en revanche sur le recours quasi systématique à ce moyen d'action. L'élimination ciblée ne risque-t-elle pas d'empêcher l'émergence de tout interlocuteur crédible et de favoriser celle de leaders extrémistes ? N'existerait-il pas actuellement la tentation de croire que les opérations spéciales suffiraient à atteindre les objectifs stratégiques ?

En contradiction avec les principes traditionnels d'emploi, dans son secteur d'opérations Galula va progressivement disperser sa compagnie dans chaque village en petits groupes de quinze à vingt soldats. Inspectant son

secteur, le général Noguès fut horrifié : « *Vu la dispersion de vos forces, vous n'avez plus aucun pouvoir militairement. Vos postes sont complètement inutiles, vous n'êtes pas assez puissants pour vous permettre la moindre sortie sérieuse et combattre les rebelles !* » Il ne réussit pas à le convaincre que c'était justement le résultat du succès. N'avait-il pas ouvert six écoles pour scolariser 1 400 enfants, garçons et filles, uniquement grâce à ses soldats ? Ce parti pris et ces résultats ne doivent-ils pas interroger alors que les FOB, convois blindés et casques lourds sont devenus la norme ?

Alors qu'il manque de moyens pour mener à bien la pacification, Galula critique le coût exagéré des opérations militaires (munitions et destructions) au regard de leur efficacité. À l'issue d'une journée de ratissage, il observe : « *En une journée, nous utilisâmes 500 obus de 105 mm et je ne sais combien de roquettes. Nous trouvâmes les corps de trois rebelles. Dans mon rapport, je comparai le prix de nos munitions avec le résultat de l'opération et suggérai qu'éventuellement offrir 500 000 francs (1 000 dollars) à chaque fellagha qui se rendrait avec son arme nous coûterait moins cher et serait plus efficace.* »

Plus généralement, la guerre contre-insurrectionnelle est une guerre qui, pour être gagnée, doit aller contre le principe classique de montée aux extrêmes. L'usage de la force doit être autant que possible minimal. Néanmoins, dans *Pacification en Algérie*⁴, son témoignage de terrain, les choses ne sont pas toujours aussi tranchées. Galula est, par exemple, partisan de l'usage du Napalm, du DDT, voire des gaz pour purger une forêt impénétrable de ses rebelles. Commentant la bataille d'Alger, à laquelle il n'a pas pris part, il est ambigu quant aux moyens utilisés au regard du terrorisme aveugle qui sévissait. Cependant, dans sa pratique des interrogatoires, il refuse tout recours à la torture et prône plutôt de traiter humainement les prisonniers pour lutter contre la propagande adverse, voire retourner les suspects, sans toutefois naturellement abandonner la pression psychologique indispensable pour les faire parler.

Primauté du politique

Au-delà de la manière de conduire les opérations militaires, le principal apport de Galula est de démontrer que la guerre contre-insurrectionnelle est essentiellement politique. Non seulement les aspects militaires ne représenteraient guère que 20 % des missions à accomplir, mais ce serait

⁴ Les Belles Lettres, collection Mémoires de guerre, Paris, 2016, 363 p., traduit de l'anglais par Julia Malye, « *Pacification in Algeria* », 1956-1958, 1963, Rand Corporation.

une erreur de confier aux militaires les fonctions des civils que ce soit en matière de police, de justice ou d'administration générale. C'est bien le politique qui détient la clef du succès des opérations.


En Algérie, Galula montre que toute réussite durable était impossible dès lors qu'une partie de la hiérarchie militaire et surtout le pouvoir civil étaient convaincus que la seule issue était l'indépendance. Au-delà du cas algérien, il explique pourquoi la pacification ne peut réussir que si le pouvoir politique propose une alternative crédible, avantageuse et durable aux rebelles. Si tel n'est pas le cas, l'opération dans son ensemble est vouée à l'échec. En effet, pour arracher la population à l'emprise des insurgés, il faut, on l'a dit, dans un premier temps la séparer militairement de la rébellion, mais ensuite il sera nécessaire d'apporter progrès social (écoles, dispensaires), économique (infrastructures, etc.) et politique (démocratie locale, création de partis politiques) qui fassent apparaître le camp loyaliste comme plus désirable et profitable à la population.

Ce qui est déjà difficile à réaliser dans une guerre contre-insurrectionnelle, menée par un gouvernement sur son propre territoire, devient infiniment plus complexe quand l'opération doit être conduite en coalition avec des forces réduites et dans un pays étranger dont les institutions se sont effondrées ou manquent de crédibilité.

Dès lors, on peut se poser la question des objectifs réellement assignables à la force armée occidentale en opération extérieure. Si la pacification n'est pas à sa portée, quel est le sens de l'action et quels sont les buts intermédiaires qu'elle peut atteindre ? Selon les cas, on peut penser, par exemple, à la réalisation de la phase purement militaire du début du processus, ou ensuite au *containment* des capacités adverses. Mais également quels doivent être la durée de la présence de la force, les conditions de son retrait et les risques acceptables ?

Or la mission, c'est naturellement au pouvoir politique qu'il convient de la fixer. Mais a-t-il toujours conscience qu'en même temps qu'il la donne au militaire, il doit s'assurer de lui procurer les conditions du succès ? Il ne s'agit pas ici seulement des moyens matériels ou des règles d'engagements appropriées, comme on l'entend souvent. Galula rappelle l'exigence d'un environnement politique favorable avec des réformes et des moyens civils en soutien pour prendre le relais, puis devenir la dominante de l'opération. Dans le cas contraire, ne serait-il pas sage de ne s'engager que dans des opérations de nature plus limitée ?

*



David Galula n'est donc pas l'auteur d'une méthode infallible pour remporter les guerres contre-insurrectionnelles ; c'est certain. Mais en cherchant à tirer de ses succès et de ses échecs des leçons pour l'avenir, il n'avait pas cette ambition.

Le renvoyer aujourd'hui dans l'oubli serait ignorer tout ce qu'il peut apporter aux officiers pour effectuer leur RETEX ou analyser les opérations et les méthodes employées. S'il ne sert peut-être à rien de mettre un de ses livres dans sa musette pour partir au combat, une lecture nourrie de l'expérience des OPEX ouvre certainement un dialogue fécond entre générations différentes.

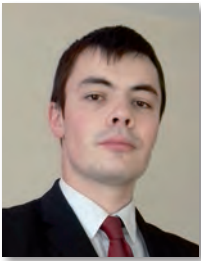
Enfin, on peut suggérer que David Galula sorte des cercles militaires pour être connu des diplomates et des politiques qui détiennent 80 % des conditions du succès des opérations de pacification. C'est bien à eux qu'il s'adresse, mais c'est sans doute par eux qu'il est le moins lu !

Alors formons le vœu que Galula soit étudié et que des échanges fructueux et confiants se nouent entre les différents acteurs de l'action extérieure de notre pays. L'engagement des forces armées est une décision lourde qui mérite d'être mûrement réfléchi car, comme le disait Alfred de Vigny : « *La parole, qui trop souvent n'est qu'un mot pour l'homme de haute politique, devient un fait terrible pour l'homme d'armes ; ce que l'un dit légèrement [...], l'autre l'écrit sur la poussière avec son sang.* »⁵

⁵ Servitude et grandeur militaire, 1885.

La guerre par procuration : l'utilisation de l'ethnie Hmong dans les guerres d'Indochine


par Monsieur Corentin CURTENELLE



Chargé d'études au pôle études et prospective (PEP) du centre de doctrine et d'enseignement du commandement (CDEC), M. Corentin Curtenelle est titulaire d'un Master en Relations Internationales. Réserviste, il contribue à la rédaction du « Brennus 4.0 » et participe à l'élaboration de « l'éclaireur », document de veille prospective national et international, publié par le CDEC.

M. Corentin Curtenelle nous plonge dans une guerre où Français et Américains s'interrogent sur les leviers qui doivent être actionnés pour leur permettre de remporter la victoire lors de leur guerre parmi les populations en Asie du Sud-Est. C'est le contexte (géographique, humain, politique) nouveau pour ces deux grandes puissances victorieuses du Second Conflit mondial, qui les incite à développer une sorte de « laboratoire » au centre duquel se trouvent les tribus Hmongs. Pour les uns c'est la découverte et pour les autres la redécouverte, de la guerre au milieu des peuples, mais avec peu de réussite finale pour des motifs résolument différents.

En 1945 en débarquant en Indochine, le Corps Expéditionnaire Français en Extrême-Orient (CEFEO) découvre un environnement inattendu. Alors qu'il s'apprêtait à se battre contre l'armée japonaise – un ennemi conventionnel – il se trouve confronté à un mouvement de guérilla, le Viêt-minh, contre lequel la puissance d'un corps mécanisé qui a fait ses preuves en Europe, se montre rapidement inefficace sur ce nouveau théâtre d'opérations. D'ailleurs, ce conflit n'est pas seulement



militaire, mais revêt un aspect politique. Les Français redécouvrent *la guerre au milieu des peuples* et tout l'intérêt de trouver des soutiens locaux pour vaincre un environnement qui leur est quasiment inconnu. C'est à la même analyse que se livrent les Américains lors du conflit au Vietnam. Eux aussi se mettent en quête d'une « recette » alternative pour contrer les méthodes de la guérilla. Paris et Washington choisissent l'option de s'appuyer sur des alliés dépendant d'armées non conventionnelles. En Indochine, et plus tard lors du conflit au Vietnam, les tribus locales qui s'opposent spontanément au Viêt-minh apparaissent alors comme une solution fiable et pouvant conduire au succès. Parmi ces multiples ethnies, une se démarque pour son dévouement envers les forces occidentales : l'ethnie Hmong.

Pendant l'avancée communiste, plusieurs villages Hmongs s'opposent spontanément au Viêt-minh¹. Cette résistance est un atout pour les Français et pour les Américains. D'ailleurs après le retrait de la France, Washington poursuit le soutien de ces tribus, notamment lors d'un conflit parallèle à la guerre du Vietnam : la guerre civile du Laos. Dans les deux cas, cette résistance apparaît comme une chance, mais nullement comme un gage de succès. Il est donc convenu de venir en aide « aux montagnards ». Les services de renseignement français et américains vont successivement entraîner et encadrer des maquis Hmongs à des fins politiques et militaires.

¹ Opposition qui peut s'expliquer, en partie, par les conflits qui opposent les Annamites peuples des plaines qui composent le Viêt-minh, aux Hmongs montagnards.

Un allié précieux

La rusticité et la connaissance du terrain font des Hmongs des alliés particulièrement efficaces.

Une arme de contre-guérilla pour la France

Ces maquis sont créés en 1950 pour répondre à la menace grandissante du Viêt-minh. En effet, grâce au soutien de la République populaire de Chine, Hô Chi Minh et Giap² lancent une vaste offensive. Mais cette avancée fragilise leurs arrières et les conduit à la nécessité de contrôler des populations réfractaires à l'idéologie communiste. Dès lors, une résistance s'organise chez ces peuples. Afin de soutenir ces mouvements, la France entre en contact avec les chefs de tribus qui souhaitent recevoir de l'aide. C'est le Service de Documentation Extérieure et de Contre-Espionnage (SDECE) et son service « Action » qui a la charge d'encadrer ces nouveaux réseaux de résistance. En effet, les tactiques de la guérilla ne sont pas inconnues du Service. Ses cadres sont même rompus à ces techniques. Formés par les Britanniques, ils ont été parachutés derrière les lignes allemandes pendant la Seconde Guerre mondiale et ce sont eux qui ont dirigé les réseaux de résistance français. Sous le terme de « Groupement de Commandos Mixtes Aéroportés »³ (GCMA), la France forme une contre-guérilla. Au sein de ces unités, les Hmongs sont chargés de contrer les actions du Viêt-minh dans les régions montagneuses.

Une fois implantés, les GCMA reçoivent trois types de missions. La première consiste à renseigner. Elle est parfaitement à la mesure de ces soldats irréguliers. Grâce à ces maquis et aux réseaux d'écoute, la France n'aura jamais été aussi bien informée sur son ennemi que durant la guerre d'Indochine⁴. La seconde mission des maquis est de créer une insécurité permanente sur l'arrière des troupes viêt-minhs. Là encore, ces troupes légères, discrètes et d'une grande mobilité, excellent dans ce domaine. Les embuscades tendues ont de fortes conséquences psychologiques sur les troupes de Giap. Enfin, les GCMA doivent rallier les populations autochtones à la France. Pour y parvenir, les agents français vont mettre en place une contre-propagande soulignant le caractère colonisateur du Viêt-minh et mettre en exergue la haine qui existe entre les Hmongs et les Annamites. Il s'agit d'un exercice complexe qui consiste, tout à la fois, à connaître l'Histoire des peuples, et à faire preuve de diplomatie.

² Hô Chi Minh est le dirigeant politique du Viêt-minh, Giap est en charge des forces armées.

³ Ordre du général De Lattre de Tassigny, Décision n° 174 CAB/MIL/ED, 1950.

⁴ Lieutenant-colonel Michel David : « *Guerre Secrète en Indochine : les maquis autochtones face au Vietnminh (1950-1955)* », Limoges, Lavauzelle Graphic Edition, 2004, p. 329.

L'opération « Myosotis » du 27 au 31 mai 1953, est un exemple de réussite. L'action des Hmongs lors de cette opération est saluée, notamment, par le général Salan⁵. Au cours de l'action, les maquis héritent de missions secondaires, de guidage et d'amélioration de la sécurité des axes de communication et des flancs. Les Hmongs effectuent en la circonstance, des missions en complément de l'action principale⁶. L'exercice est difficile car il requiert, dans un espace géographique contraignant, une parfaite coordination avec les forces régulières, car elles seules possèdent la puissance de feu nécessaire pour détruire l'ennemi. Malheureusement, ce type d'intervention ne se généralise pas et est efficace trop tardivement pour changer le cours de la guerre. Toutefois, l'efficacité de ces maquis est suffisamment probante pour être exploitée par les Américains dès le retrait français.

Les Hmongs : pions de la stratégie de containment⁷ américaine

En 1954, les États-Unis constituent le seul rempart sérieux face à l'expansion communiste en Asie du Sud-Est. Washington souhaite s'appuyer sur des alliés fiables, capables de les soutenir dans leur politique d'endiguement.

Le Laos, pays de l'ex-Indochine française est en guerre civile depuis 1954. Le pays est alors distinctement scindé en trois parties : le gouvernement central de Vientiane soutenu par les Américains, les neutralistes de Kong Le, capitaine de l'armée royale laotienne fomentateur d'un coup d'État et les communistes du *Pathet Lao*. Confrontés à la faiblesse des forces armées royales laotiennes (FAR) opposées aux communistes, les Américains optent pour une solution qu'ils jugent plus efficace : l'appui des Hmongs⁸. L'engagement de l'armée américaine se révélant impossible⁹, c'est la *Central Intelligence Agency* (CIA) qui devient le bras armé de Washington au Laos. Plusieurs agents rejoignent ce pays pour prendre contact avec les populations montagnardes dont un commandant des FAR : Vang Pao. Guerrier intrépide et doté d'un fort charisme, il est tout désigné pour rejoindre la tête de la guérilla Hmong. Il est notamment engagé avec ses hommes par les Américains dans l'opération « Momentum » qui débute le 17 janvier 1961. La mission de Vang Pao est d'encadrer une guérilla

⁵ « La bataille de Tranninh », Tropiques n° 355, octobre 1953.

⁶ Fiche du 3^e Bureau des FTL, octobre 1953, non signée, SHAT 10H1632.

⁷ Stratégie de politique étrangère adoptée par les États-Unis pour contrer l'expansion de l'influence soviétique.

⁸ À la suite de la défaite française, beaucoup migrent vers le Laos.

⁹ Le Laos est un pays reconnu internationalement comme neutre.

qui doit agir sur les arrières des opposants au gouvernement central et, plus tard, de fixer les unités du Vietnam du Nord afin de les empêcher de déferler sur les unités conventionnelles au Vietnam du Sud.



La plaine des Jarres (bleue)
bastion de la guérilla Hmong.

La guerre que mène la CIA au Laos ressemble aux opérations effectuées par les GCMA. En revanche, les moyens consentis sont plus importants. Dès le début de l'opération, près de 1 000 Hmongs sont déjà parfaitement équipés. L'objectif de cette petite armée est de tenir la plaine des Jarres et d'effectuer des actions de harcèlement sur la Route 7 et la Route 13 qui sont des axes stratégiques vers le nord du Vietnam. Néanmoins, dès le commencement

de l'opération, les têtes pensantes de la CIA sont divisées sur le rôle à attribuer aux Hmongs. Certains¹⁰ proposent de faire des Hmongs des alliés auxquels seraient confiées des missions conventionnelles dépassant largement les seules actions de guérilla ; ils souhaitent que « les montagnards » soient associés à des opérations de plus grande envergure¹¹.

Ces plans ambitieux ne sont alors pas pris en compte. Entre 1961 et 1968, la CIA et leurs délégués se bornent à la tactique de la guérilla pour attaquer les colonnes communistes. Les résultats sont assez impressionnants. Plusieurs témoignages évoquent la transformation de cette troupe, composée de simples paysans, en une force capable d'effectuer des opérations complexes¹², comme interdire l'accès de la province de Sam Neua en mars 1965 aux communistes. Cette efficacité est le résultat de l'encadrement de la CIA, mais également de la militarisation du mouvement entamé par Vang Pao. Des équipes d'opérations spéciales (*Special Operations Teams*) sont constituées. Il s'agit d'unités d'élite de Hmongs lettrés qui reçoivent une instruction plus poussée dans les domaines de la tactique, la communication et le renseignement. Ces soldats sont également formés au parachutisme. Ces éléments sont ainsi en mesure de se déployer rapidement sur une zone qui leur est assignée pour effectuer des opérations

¹⁰ Notamment le chef de la CIA en Extrême-Orient, Desmond Filtzgerald.

¹¹ Joshua Kurlantzick : « *A great place to have a war: America in Laos and the birth of a Military CIA* », New-York, Simon&Schuster, 2017, p. 79.

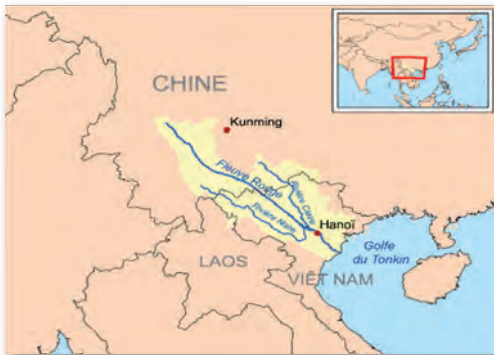
¹² Ahern, *Op. cit.*, p. 174-715.

plus « sophistiquées » et prendre le commandement de guérillas. Couplé à ces unités aux effectifs resserrés, sont également constituées les *Special Guerrilla Unit*. Ces hommes reçoivent un entraînement plus poussé pour des opérations nécessitant l'engagement d'une plus grande puissance de feu. Cette structuration de la guérilla, à laquelle s'ajoutent d'importants moyens américains, notamment dans le soutien aérien, permet aux Hmongs de tenir face aux communistes, voire de reconquérir du terrain. En apparence donc et dans les deux situations française et américaine, la guérilla semble être une réussite. Malheureusement, de graves dysfonctionnements vont condamner ces mouvements.

Un mauvais emploi des tribus Hmongs

Au cours de ces deux conflits, les Français et les Américains vont commettre des erreurs stratégiques. Dans le cas français, le manque d'intérêt pour ces unités auxiliaires entraîne un défaut de soutien. Washington, en revanche, se montre trop dépendant de ses maquis et finit par leur confier des responsabilités qui ne sont pas à leur mesure.

Une sous-exploitation des maquis par les Français



La Rivière Noire au Vietnam.

Les GCMA semblent prometteurs, mais beaucoup de militaires restent dubitatifs sur l'efficacité que peuvent avoir de tels « soldats » sur les arrières ennemis, d'où un certain désintérêt. La situation du maquis « Colibri »¹³ en est un exemple. À la mi-octobre 1953, ce maquis doit affronter des éléments

communistes bien entraînés et infiniment plus nombreux. En effet, dans la zone qu'ils occupent, les montagnards empêchent les forces d'Hô Chi Minh de disposer de la libre circulation des voies de communication. Le Viêt-minh décide donc une opération de nettoyage afin d'en finir avec cette résistance qui menace ses arrières et détruit l'influence communiste dans

¹³ Important maquis ; il y a neuf maquis dispersés au nord de l'Indochine, au Laos et au Vietnam.

la région de la Rivière Noire. Face à cette offensive de grande envergure, les Hmongs sont rapidement débordés, acculés et contraints de combattre comme une unité classique, ne disposant que de très peu d'espace de repli. Malgré les demandes de renfort du GCMA en unités de choc, notamment du 8^e Groupement de Commando Parachutiste rattaché au GCMA¹⁴ pour venir en aide à « Colibri » et amener une puissance de feu plus importante, les maquis ne reçoivent jamais l'aide nécessaire. Le commandant des forces terrestres du Nord Vietnam, par une note qu'il adresse au chef de bataillon Trinquier¹⁵, confirme que l'envoi d'une unité régulière est hors de question¹⁶. « Colibri » est ainsi sacrifié. À l'inverse, le commandement français, mal renseigné, va également surestimer les capacités de certains maquis. Au cours de la bataille de Diên Biên Phu, le général Cogne¹⁷ leur demande d'intensifier leurs efforts pour fixer les unités de Giap qui descendent sur la cuvette¹⁸. Or il s'agit d'un ordre irréalisable pour ces unités dont la faible puissance de feu ne permet pas l'attaque d'unités conventionnelles lourdement équipées.

Ce manque de considération, relativement généralisé, a des répercussions importantes sur l'utilisation des maquis. Selon Trinquier, beaucoup de chefs militaires de grande valeur ne font pas preuve d'adaptabilité. Selon eux, gagner la bataille en passe surtout par « l'armée régulière ». Il en résulte que la confiance envers les maquis est très limitée au sein des états-majors¹⁹. Si on ajoute à cette sorte d'aveuglement le nombre trop réduit de volontaires pour rejoindre ces unités hors ligne, l'armée française souffre d'une méconnaissance du terrain et d'un déficit d'expérience.

D'une guérilla à une guerre conventionnelle : la surexploitation de la guérilla Hmong

Jusqu'en 1968, la guérilla menée par les Hmongs est un succès. Néanmoins, le *Pathet Lao* renforcé d'éléments vietnamiens, va lancer une offensive sur la plaine des Jarres²⁰ dès le mois de janvier. La faiblesse de l'armée laotienne fait de la force Hmong la principale ligne de défense

¹⁴ Demande n° 3364/3/OPS du 21 juillet 1952, lieutenant-colonel Grall, SHAT 10H829.

¹⁵ Officier du SDECE en charge du service « Action » au Tonkin et des GCMA.

¹⁶ Note n° 344/FTNV/GENE/TS du 2 octobre 1953, SHAT 10H827.

¹⁷ Général de division, commandant les forces terrestres au Nord-Vietnam.

¹⁸ Note n° 10369/FTNV/3/T3 du 30 avril 1954, signée p.o le colonel Bastiani, chef d'état-major des forces terrestres du Nord Viêt-Nam, SHAT 10H1169.

¹⁹ Colonel Roger Trinquier : « *Les maquis d'Indochine, les missions spéciales du service action* », Aix-en-Provence Albatros, 1976, p. 110.

²⁰ Laurent César : « *L'Indochine en guerres* », Paris, Belin, 1995, p. 151.

du Laos contre les communistes. Si Vang Pao qui compte une véritable petite armée (30 000 hommes), excelle dans « la petite guerre », il ne peut mener une guerre conventionnelle²¹. Les moyens dont disposent les Hmongs sont dérisoires face à l'armada communiste et le soutien aérien américain se révèle peu efficace²². La marche est trop haute pour « les montagnards ».



Lima Site 85, US Airforce, Jeannie Schiff.

Ainsi au mois de mars 1968, au cours de la bataille qui conduit à la perte de « Lima site 85 », ils se montrent incapables de lutter efficacement contre les chars qui leur font face. Les FAR qui subissent des pertes sévères au cours de la bataille de Nam Bac (11-13 janvier 1968), se montrent incapables

de soutenir la guérilla. Washington décide alors d'impliquer la Thaïlande, également menacée par l'avancée communiste au Laos. Des unités thaïlandaises sont ainsi parachutées au Laos et l'armée de l'air US apporte sa contribution. Mais les renforts sont trop peu nombreux face aux importants moyens dont disposent les forces communistes. Le changement opéré du type de mission confié aux Hmongs se révèle dévastateur pour ces derniers qui subissent des pertes considérables. En 1969, Vang Pao prévient la CIA qu'il est incapable de continuer la guerre à ce rythme. Pour dix hommes perdus, il ne peut en recruter que trois, souvent très jeunes. Pour illustrer ce propos, en 1971 70 % de son recrutement concernent des enfants qui n'ont pas la force de se battre²³.

Le *Pathet Lao* reprend rapidement le terrain perdu et repousse les montagnards. À la fin de l'année 1971, les positions des forces communistes sont fermement tenues. Le contrôle des villes stratégiques sur la rivière du Mékong laisse peu d'espoir à une victoire des alliés de Washington au Laos²⁴. La défaite des Américains se concrétise en 1973 au moment du

²¹ Jane Hamilton-Meritt : « *Tragic Mountains, The Hmongs, The Americans and the secret war for Laos* », Indiana University Press, Bloomington, 1993, p. 140.

²² Les communistes profitent de la nuit pour se déplacer.

²³ Victor M. Hwang : « *The Hmong campaign for justice: a practitioner's perspective* », *Asian American Law Journal*, Vol. 9, Janvier 2002, p. 85-115, p. 92.

²⁴ William M. Leary : « *CIA Air operations in Laos, 1955-1974* », Center for the Study of intelligence, Hiver 1999-2000, p. 51-67, p. 63.

traité de Paris où ils acceptent de se retirer du Vietnam, de même qu'ils abandonnent leurs activités au Laos. Désormais, « les montagnards » se voient privés de tout soutien. Deux ans plus tard, le *Pathet Lao* qui a pris le pouvoir, élimine les derniers germes de la résistance.

Cette prise du pouvoir du *Pathet Lao* au Laos sonne le glas des espoirs américains. L'heure du retour d'expérience venue, des Américains considèrent que la guérilla est un succès. Pour Richard Helms, directeur de la CIA, les opérations au Laos ont permis de contenir les communistes avec beaucoup plus d'efficacité que des troupes américaines au sol²⁵. En effet, les Hmongs auxquels s'ajoutent d'autres forces anti-communistes, fixent entre 1961 et 1973 un nombre considérable de divisions nord-vietnamiennes, évitant ainsi qu'elles ne déferlent au Sud-Vietnam. Mais il apparaît aussi aux observateurs que Vang Pao n'a ni bénéficié de l'entraînement, ni de la formation et encore moins du soutien matériel nécessaire pour se lancer avec succès dans une guerre conventionnelle.

Au cours du XX^e siècle, Français et Américains ont été amenés à faire appel à des autochtones dans leurs interventions en Asie du Sud-Est. Ces recours sont apparus nécessaires pour compenser la méconnaissance de l'environnement (physique, humain, politique) du théâtre d'opérations. Ils ont également permis d'augmenter les effectifs disponibles jugés toujours insuffisants par les états-majors.

Confinées dans des missions qui combinent agilité, vitesse, rusticité et employées localement dans un rayon d'action qui reste peu éloigné de la zone d'implantation de leurs villages, ces troupes hors ligne font montre d'une redoutable efficacité. Elles excellent dans les embuscades, le renseignement et il peut leur être confié des missions secondaires d'appui d'un corps principal. Mais, la démonstration est faite que sortis d'un certain contexte, l'efficacité de « ces auxiliaires » devient illusoire. De la catégorie des troupes légères, ces unités dépourvues de puissance de feu sont incapables de se mesurer à des troupes d'un corps de bataille. De même, leur motivation décroît à mesure que la zone des combats s'étend. C'est le constat de Vang Po au Laos dont les soldats désertent à mesure qu'ils s'éloignent de leurs villages.

Ces données essentielles véhiculées par un nombre trop restreint de cadres ont conduit, à la fois, à un certain scepticisme lié à l'efficacité « des montagnards », qui s'est tragiquement traduit par un abandon, mais aussi à un optimisme peu mesuré dont les effets ont été désastreux.

²⁵ Richard Helms : « *A look over my shoulder: a life in the central intelligence agency* », New-York, Random House, 2003, 496 pages, p. 262-265.

Cet exemple montre tout l'intérêt de familiariser nos officiers au combat au milieu des peuples et incite à une compréhension des milieux sans laquelle il ne peut y avoir de performance du commandement.



Août 1951. Population Hmong. © Gérard PY/ECPAD/Défense

Contre-insurrection au Sahel, une manière française ?

par le chef d'escadrons Paul LA COMBE



Stagiaire de la 132^e promotion de l'École de Guerre-Terre, diplômé de Sciences Po Bordeaux en 2005 et de l'École spéciale militaire de Saint-Cyr en 2006, le CES LA COMBE a servi en régiment de chars avant de commander le 1^{er} escadron du 1^{er} régiment de chasseurs d'Afrique. Il a été affecté de 2015 à 2018 au quartier général de la Force de réaction rapide-France.

Confrontés à des résultats modestes dans leurs engagements asymétriques récents, les États occidentaux, dont la France, ont proposé de nombreuses réflexions sur les techniques de contre-rébellion. La richesse de l'expérience africaine française est sans conteste une mine de réflexions sur la façon d'appréhender les « petites guerres ». D'une certaine manière, on peut parler d'un style français profondément ancré dans notre culture opérationnelle. Sans opposer radicalement les techniques françaises ou étrangères, et encore moins d'avancer une quelconque supériorité, l'objectif de cet article est de proposer quelques pistes de réflexions dans le cadre des opérations actuelles à partir de la riche expérience qui existe dans l'armée de Terre.

Les traditions militaires plongent leurs racines dans l'histoire de nos armées, renvoyant à des conflits parfois oubliés du grand public, mais dans lesquels les soldats puisent encore leurs références. Par exemple, le 1^{er} régiment de chasseurs d'Afrique a servi durant plus d'un siècle en Algérie, en Crimée, en Italie, au Mexique, en Syrie, au Tonkin, à Madagascar, sans compter les guerres européennes. Ceci témoigne de l'ancienneté d'une culture expéditionnaire française et, par conséquent, de savoir-faire particuliers acquis sur de nombreux théâtres au prix de

grandes difficultés. À ce titre, les traditions sont le reflet d'une culture profonde de l'institution comprenant une cohérence intellectuelle solide, en plus de ses codes et de ses rites assurant la cohésion. Ces références communes sont développées autant par l'enseignement de l'histoire militaire que grâce aux discussions informelles entre des militaires de différentes générations, en particulier dans les unités qui ont bénéficié d'une histoire riche et ininterrompue à l'instar des troupes de marine ou de la légion étrangère.

L'intervention de la France au Sahel dans le cadre de l'opération Serval puis Barkhane, fait ressurgir des questions relatives aux modes d'action à employer dans le cadre d'opérations face à un adversaire faible qui évite la confrontation directe qui l'anéantirait, inscrit son action dans le temps long et profite généralement du soutien de la population. De ces opérations longues et compliquées, il faut pourtant sortir victorieux.

Que l'on parle de guerre asymétrique, de contre-rébellion, de contre-insurrection, de guérilla, ces formes de « petites guerres »¹ sont le sujet d'une abondante littérature. Grâce à l'acquisition et la conservation d'une culture expéditionnaire ancienne, les militaires français abordent ces problématiques sous un angle propre. De 1798, avec l'expédition en Égypte,



L'histoire militaire française est riche des expériences opérationnelles outre-mer.

© Aristide COULOMBIER/ECPAD/Défense

¹ Charles E. Callwell : « *Petites guerres* », 1998, Economica.

jusqu'à la fin de l'époque coloniale, les armées françaises ont participé à de nombreuses opérations, expérimentant continuellement de nouveaux modes d'action afin de conquérir, pacifier, administrer, puis conserver des territoires. Après la fin de son empire, en particulier en Afrique, la France a pu maintenir et développer les savoir-faire acquis précédemment.

Engagée dans l'opération Barkhane, la France se retrouve sur des territoires qu'elle parcourait déjà au XIX^e siècle, face à des défis similaires. Les populations souffrent de l'absence de sécurité. La culture du *rezzou*² persiste à travers les attaques de camps, de villages ou de commerçants. Le djihadisme sert de catalyseur à la contestation de l'ordre social traditionnel. Plus ou moins consciemment, les militaires agissent forts de leur culture opérationnelle ancienne. Il convient justement, avec toute la prudence requise, de promouvoir ouvertement un « style français », non parce qu'il serait meilleur que celui de nos alliés, mais parce que depuis plus de deux siècles, c'est la partition que nous jouons et sur laquelle nous pouvons fonder notre action.

Les « petites guerres », malgré leur diversité, ont beaucoup de points communs. L'histoire française a conduit les armées à faire face à des situations très variées, ce qui lui a conféré une grande expérience. Toutefois, aujourd'hui, il faut pouvoir redonner à l'armée de Terre les moyens de vaincre les rébellions.

La contre-rébellion : des continuités

L'histoire africaine de la France a été une histoire particulièrement riche en enseignements. En effet, de la conquête d'un empire à la décolonisation, les conflits ont clairement été asymétriques, marqués par la lutte contre des rébellions et par la nécessité de mettre en place ou de maintenir des structures administratives solides. L'objet de cet article n'est pas de décrire précisément tout ce qui caractérise les missions de contre-insurrection. Il est indispensable d'insister sur trois aspects majeurs de ces conflits que sont : l'intégration de l'ennemi dans la population, l'importance du politique et le rapport au temps.

Traditionnellement, il était généralement admis que la guerre ne concernait que les rapports de forces entre troupes en uniforme. Les autres conflits relevaient au mieux de la police, au pire de la guerre civile, situation

² Bastin Vandendyck : « *Le rezzou dans la région de Tombouctou entre 1890 et 1920* », Pôle étude et prospective, Centre de doctrine et d'enseignement du commandement, Janvier 2018.

anarchique résultant de la faillite d'un État. La conquête algérienne initiée en 1830, a opposé des troupes régulières à des combattants rebelles ou civils, immergés dans la population et utilisant des procédés précédemment considérés comme inadmissibles. Cet ennemi évitait le combat direct et cherchait par des moyens divers, à épuiser l'adversaire en le contraignant à étendre son dispositif, en le frappant sur ses arrières et en le décrédibilisant auprès des populations locales. Cette situation est identique aux formes actuelles de la guerre asymétrique où l'ennemi s'attachera aussi à être abrité au sein de la population dont il sait obtenir des ressources financières, logistiques et humaines. La frontière entre combattant et non-combattant est poreuse, en particulier parce que tout civil peut à un moment ou à un autre contribuer, directement ou indirectement, à l'action militaire.

Une seconde caractéristique majeure de la « petite guerre » est sa dimension éminemment politique. Les colonisateurs se voulaient aussi administrateurs de territoires avec une ambition civilisatrice. Malgré des excès et des erreurs, la dimension politique avait été très bien appréhendée par les armées françaises durant la période de décolonisation³. Le général Beaufre jugeait que les guerres coloniales étaient particulièrement riches en enseignements généraux : « *La guerre coloniale est une guerre totale où se trouvent posés en vraie grandeur tous les problèmes de la décision politique qui est, en fait, le but de la guerre. C'est là qu'on s'aperçoit très vite que la victoire militaire peut ne rien décider si l'adversaire ne s'avoue pas vaincu. À l'opposition militaire inégale fait place très rapidement une guerre populaire très difficile à résoudre si l'on ne dispose pas de procédés très assurés* »⁴. Face à l'impossibilité d'anéantir son ennemi, l'enjeu pour une force sera de promouvoir un discours politique crédible, cohérent et acceptable par la population. Pour cela, il faut conjuguer une connaissance fine des zones d'intervention et le rejet des préjugés relevant de l'idéologie, en particulier celle qui relève inconsciemment de nos valeurs occidentales⁵.

Enfin, les « petites guerres » ont pour caractéristique commune d'être longues. Les théoriciens de la guerre révolutionnaire ont parfaitement décrit ces processus⁶. De fait, les militaires français n'ont pas vraiment

³ Pierre Cyril Pahlavi : « *La guerre révolutionnaire de l'armée française en Algérie, 1954-1961, Entre esprit de conquête et conquête des esprits* », L'Harmattan, 2004.

⁴ Général Beaufre : « *La guerre révolutionnaire. Les nouvelles formes de la guerre* ». Fayard, 1972.

⁵ Douglas Porch : « *The dangerous myths and dubious promise of COIN* », Atlantisch Perspectief, Vol. 37, 2010.

⁶ Mao Zedong : « *De la guerre prolongée* », 1938.

l'expérience des guerres courtes. On peut souligner que la conquête de l'Afrique du Nord qui avait commencé en 1830 ne s'est réellement terminée qu'un siècle plus tard après la guerre du Rif (1921-1926). Plus récemment, les interventions françaises ont généralement duré une vingtaine d'années chacune. Il est évident que l'opération Barkhane sera longue. Les concepts de guerres « zéro mort » s'articulant autour de frappes chirurgicales pour remporter la décision, sont inopérants face à des ennemis déterminés qui inscrivent leur action dans le temps long et cherchent à préserver leur potentiel humain, quitte à ce que la guerre dure sur plus d'une génération. On retrouve donc les caractéristiques de ces conflits asymétriques avec des adversaires insaisissables, des enjeux politiques complexes et une durée qui dépasse les militaires engagés.

Face à ces enjeux, les travaux portant sur les méthodes de lutte contre l'insurrection insistent généralement sur trois principes communs qui sont : la légitimation de l'action, l'adaptation au contexte local et la marginalisation de l'ennemi, sur le territoire autant qu'à l'extérieur⁷. La connaissance de ces principes ne garantit aucunement le succès, ce qui a généré un certain nombre de critiques à leur encontre. Leurs détracteurs insistent sur divers aspects liés, soit à leur philosophie généralement coercitive⁸, soit sur les techniques employées. La recherche excessive d'une domination technologique pose aussi une question de rationalité entre le coût de certaines armes et les effets obtenus. Enfin, les comportements militaires eux-mêmes sont parfois absolument contre-productifs en raison des actions (allant des simples erreurs d'appréciation aux exactions), voire tout simplement de l'image renvoyée. En particulier, il est paradoxal de faire de la population l'enjeu principal quand, abrités dans des bases très protégées, les contacts se limitent à des patrouilles blindées ou à de rares rencontres avec des militaires masquant leurs visages et conservant des gants pour serrer les mains⁹.

⁷ Hervé de Courrèges, Emmanuel Germain, Nicolas Le Nen : « *Principes de contre-insurrection* », 2010, Economica ou Charles E. Callwell, *op. cit.*

⁸ Edward Nicolae Luttwak, Thomas Richard : « *Les impasses de la contre-insurrection* », Politique étrangère 2006/4 (Hiver), p. 849-861. Christophe Wasinski : « *La volonté de réprimer* », Cultures & Conflits, 79-80 | Automne/Hiver, 2010, Christian Olsson : « *De la pacification coloniale aux opérations extérieures Retour sur la généalogie "des cœurs et des esprits" dans la pensée militaire contemporaine* » Questions de recherche/Research in question – n° 39 – Avril 2012.

⁹ Arnaud de La Grange, Jean-Marc Balencie : « *Les guerres bâtarde, Comment l'Occident perd les batailles du XXI^e siècle* », Perrin, Tempus, 2008.

La culture française de la contre-rébellion

Ce qui relèverait d'une culture spécifiquement française de la contre-rébellion est un ensemble complexe fondé sur une histoire longue. Les tentatives de catégorisation, parfois caricaturales, permettent de différencier plusieurs approches¹⁰. Les Britanniques, par exemple, viseraient à travers une stratégie globale et en privilégiant un but politique bien défini, à faire respecter les lois et à détruire l'organisation politique subversive. Ils s'appuieraient plutôt sur une administration indigène rendue loyale, assez proche du modèle national. Les Français auraient une approche plus tactique. Ils chercheraient à développer des rapports avec la population, tout en s'appuyant sur les élites existantes auxquelles ils donneraient un accès subalterne à l'administration. Ils établiraient assez aisément des relations de proximité, notamment à travers le commerce. Il serait toutefois réducteur et dangereux de vouloir se contenter d'établir des idéaux-types en oubliant, d'une part la diversité des situations historiques rencontrées, et d'autre part les possibilités d'évolution d'un système vers l'autre. L'expérience permet de démontrer qu'on ne peut pas appliquer de schémas définitifs et qu'il est nécessaire de les adapter aux conditions locales. Les guerres de décolonisation montreront que la stratégie générale doit être évolutive et, par exemple, que le message politique d'une époque n'est pas forcément audible quelques années plus tard. Il est toutefois plus facile de changer de doctrine que de diffuser une nouvelle culture¹¹. Ainsi, en Afghanistan, les États-Unis sont officiellement passés d'une culture de l'emploi massif de la force à une doctrine de contre-insurrection fortement influencée par le Français Galula¹². L'Army Field Manual FM3-24 se réfère fortement à cette œuvre, mais avec une tendance certaine à vouloir en tirer des leçons directement transposables à la culture militaire américaine, ce qui donne aux ambitions de « conquête des cœurs » un caractère assez artificiel.

¹⁰ Hervé de Courrèges, Emmanuel Germain, Nicolas Le Nen, *op.cit.* ou Général Beaufre, *op. cit.*

¹¹ Il est ainsi arrivé que, pour des raisons d'hygiène édictées au niveau national, les militaires de certains pays aient conservé des gants en plastique pour serrer les mains de leurs interlocuteurs locaux. Ce faisant, ils ne pensaient pas insulter leurs interlocuteurs.

¹² David Galula : « *Contre-insurrection : Théorie et pratique* », Economica, 2008. Penseur plutôt hétérodoxe par rapport à l'école de la guerre révolutionnaire qui dominait en France dans les années 1950-1960, Galula a fortement influencé la rédaction de l'Army Field Manuel FM 3-24, *Counterinsurgency*, datant de décembre 2006.

L'expérience française s'appuie sur un terreau évidemment rendu complexe par les années, avec des nuances qui sont loin d'être anecdotiques¹³. Le pragmatisme prédomine clairement. Ainsi, lorsque Lyautey prône « *l'identité du commandement militaire et du commandement territorial* »¹⁴, il ne s'inquiète pas tant de savoir si ce rôle doit être tenu par un civil ou un militaire, tant qu'il s'agit de la bonne personne et qu'elle se préoccupe du temps long. Il en est de même des rapports avec les autorités locales traditionnelles. Les Français ont pris l'habitude de s'appuyer sur celles qui sont en place et non de s'imposer contre elles. Les coutumes sont respectées même lorsqu'elles suscitent des cas de conscience¹⁵.

Il est toutefois essentiel de souligner que certains pans de l'expérience française en matière de contre-rébellion sont aussi des exemples à bannir. Les normes éthiques qui s'appliquent désormais avec rigueur interdisent explicitement l'usage de « techniques » qui étaient jugées efficaces à une époque et qui visaient à terroriser la population. En premier lieu, on peut citer la brutalité des répressions. De même, l'adoption par l'armée française de la *razzia* pratiquée initialement par les populations d'Afrique du Nord, est difficilement conciliable avec une logique de réconciliation. La guerre révolutionnaire, telle que promue durant la guerre d'Algérie, a aussi présenté des limites. En effet, alors qu'elle visait à promouvoir un contre-discours à l'encontre des nationalistes arabes et, surtout, des communistes, elle a conduit à une politisation non maîtrisée de l'armée. Le pouvoir politique a finalement dû intervenir pour mettre fin à la puissance des cinquièmes bureaux. Cette remise en cause de la guerre révolutionnaire a jeté un discrédit malheureux, tant sur des méthodes qui étaient la plupart acceptables et efficaces, que sur la capacité des militaires à prendre en charge une responsabilité stratégique. Des aspects entiers de l'expérience française ont été volontairement occultés pendant plusieurs décennies¹⁶. La question se pose encore de savoir comment on peut finalement séparer l'ennemi de la population civile sans brutaliser celle-ci, ou contrer des discours politiques ennemis efficacement sans perdre son âme.

¹³ Par exemple, la notion de « tache d'huile » qui est propre à l'histoire coloniale française, marque un mouvement centripète, fondé sur l'attraction des territoires contrôlés par les Français. Il ne s'agit pas d'un mouvement centrifuge d'extension tel qu'on le conçoit parfois maintenant en voulant suivre des lignes d'opérations qui segmentent les activités.

¹⁴ Lyautey : « *Du rôle colonial de l'armée* », Revue des Deux Mondes n° 157, 1900.

¹⁵ Capitaine Aymard : « *Les Touaregs* », 1911. Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France. On y trouve une description claire des sentiments d'un officier qui d'abord révolté par la situation des *bellahs*, esclaves des tribus Touareg dominantes, considère que l'abolition est nécessaire mais passe aussi par un lent changement de mentalité.

¹⁶ Pierre Cyril Pahlavi, *op. cit.*

Permettre l'épanouissement d'un style français dans les opérations contemporaines

Parue juste après l'opération Serval, la doctrine d'emploi des forces terrestres dans la bande sahélo-saharienne appréhende les nombreux cas de figures. Cette doctrine¹⁷ a été élaborée grâce à l'expérience acquise précédemment, qu'il s'agisse de conflits symétriques ou asymétriques.

S'il y a une priorité aujourd'hui, elle est de renouer avec la culture du risque. La difficulté des opérations modernes de contre-insurrection est en effet l'émergence dans les années 1990 d'une culture tenace du « zéro mort ». Certes, pour faire face aux menaces, il est indispensable d'améliorer l'équipement, ce qui est en cours aujourd'hui au travers du programme Scorpion¹⁸. Toutefois, à ce jour, l'effort de protection a tendance à rendre la force inopérante, d'autant qu'il a porté essentiellement sur les zones de stationnement.

Les bases aéroterrestres¹⁹ pourtant indispensables à la cohérence des dispositifs, suscitent aujourd'hui beaucoup de critiques car elles sont largement responsables de postures statiques. Malgré les moyens technologiques qui sont déployés, le terrain situé autour de ces emprises n'est pas tenu au-delà des capacités de vues directes. Le cumul des fonctions tactiques et opératives a conduit au gigantisme et à l'isolement. Le monde anglo-saxon dénonce même certains aspects psychologiques, insistant sur le manque de cohésion d'une force divisée entre une troupe qui s'expose et des « *fobbits* » qui vivent de longs mois en totale déconnexion du terrain²⁰. Ces bases ne ressemblent pas aux petits postes avancés qui occupaient le terrain conquis, contribuaient à l'organisation de la population et autour desquels « nomadisaient » les forces de réserve²¹. En Indochine

¹⁷ Doctrine d'emploi des forces terrestres en zone désertique et semi-désertique, Centre de doctrine et d'emploi des forces, Division doctrine, 2013.

¹⁸ Il faut vraiment relativiser la rapidité de cette évolution en ce qui concerne les véhicules. Il s'avère que des nations contributrices à l'ONU, pourtant bien moins riches, bénéficient en 2018 de véhicules de transport de troupe offrant une meilleure protection de l'équipage pour une mobilité supérieure, comparativement aux forces françaises qui en paient le prix lors des attaques par IED.

¹⁹ Philippe Kirscher : « *Le rôle des bases aéroterrestres dans la lutte contre la guérilla* », Stratégique 2009/1 (N° 93-94-95-96), p. 357-370. Il décrit précisément ces bases qui, depuis l'Afghanistan, sont souvent nommées « *FOB* » (*forward operating base*) dans le langage courant des militaires mais qui recouvrent des réalités très diverses. Elles sont surtout conçues comme des points de stationnement, disposant de capacités d'observation et d'appui-feu plus ou moins développées.

²⁰ <https://angrystaffofficer.com/2015/11/03/how-forward-operating-bases-created-the-illusion-of-war-in-iraq-and-afghanistan/>

²¹ Étienne de Durand : « *Francs-tireurs et Centurions – les ambiguïtés de l'héritage contre-insurrectionnel français* », Focus stratégique, n° 29, mars 2011.



Le stationnement des forces participe à la guerre au milieu des populations.

© Raoul COUTARD/ECPAD/Défense

ou en Afrique du Nord, les bases aéroterrestres étaient nombreuses et conçues comme de véritables points d'appuis pour les opérations tactiques. Cela demeure essentiel aujourd'hui. En effet, les résultats les plus visibles que sont la neutralisation de chefs ennemis, sont avant tout obtenus par les unités des forces spéciales qui emploient des savoir-faire particuliers et bénéficient d'importants appuis provenant de ces mêmes bases.

Il convient aussi d'insister sur le coût logistique des bases aéroterrestres au regard de leur effet sur le terrain. En effet, l'acheminement des ressources (eau, vivres, carburant, munitions) nécessaires à la vie de ces implantations est aussi coûteux que dangereux. Leur taille réduit certainement le risque de submersion par une attaque ennemie, mais la menace s'est finalement reportée sur les nombreux convois logistiques.

Des discussions remettent maintenant en cause la notion de « pion insubmersible » pour laisser place au « pion autonome ». Ce changement de paradigme est souhaitable dans le sens où le chef interarmes, s'il bénéficie d'une logistique et d'appuis adaptés, gagne à être plus visible sur le terrain, plus réactif dans l'utilisation du renseignement et face aux menaces. La mobilité permet de mener à bien des reconnaissances régulières, d'impressionner l'adversaire et, autant que possible, de l'empêcher de constituer des sanctuaires. L'acceptation d'une prise de

risque évidemment maîtrisée permettra de renouer avec des procédés que l'armée de Terre maîtrisait précédemment, comme les nomadisations ou « tournées », actuellement trop courtes pour obtenir des effets durables. Les expérimentations récentes d'opérations menées conjointement avec des groupes armés locaux, avec une empreinte très légère au sol, ont pleinement démontré leur pertinence. Travailler conjointement avec des groupes armés favorables ne peut se faire sans prise de risque, mais se révèle extrêmement efficace, ainsi que le montrent les expériences récentes au Mali. Cela permet notamment d'obtenir du renseignement de qualité, de laisser la population locale assurer la protection dans certains secteurs, et de reprendre l'initiative. Le partenariat militaire opérationnel (PMO) visant à former les armées régulières est un savoir-faire ancien et précieux de l'armée française qui obtient de très bons résultats.

Un des enjeux majeurs consiste aujourd'hui à créer un rapport de confiance avec la population. Dans ce domaine, les savoir-faire humains des militaires français sont incontestables. Ils parviennent plus aisément que d'autres nations à tisser les premiers liens avec la population. Certes, le faible volume de forces déployées et la durée des mandats²² sont des limites évidentes. Il est difficile de garantir la protection permanente de populations qui se déclarent ouvertement favorables. De plus, l'armée française ne dispose pas de moyens suffisants pour pouvoir améliorer la situation économique et sociale dans son environnement immédiat. L'acceptation de la force en dépend pourtant fortement²³. Cela était déjà le cas au début du XX^e siècle, où l'ingéniosité des militaires palliait le manque de moyens provenant de la métropole. Les compétences des militaires sont ainsi utilisées régulièrement, qu'il s'agisse de l'aide médicale de proximité, de travaux requérant l'emploi d'engins spécifiques par le génie, mais aussi de savoir-faire individuels qui trouvent à s'exercer. La débrouillardise et l'imagination font le reste.

En effet, un trait supplémentaire de la culture militaire française est la capacité d'innovation dans les procédés. Le but n'est pas de reproduire des systèmes qui fonctionnaient précédemment, mais de chercher le moyen d'optimiser l'emploi de moyens limités. Une certaine latitude

²² Pour faire face à l'impression de rotation perpétuelle des forces, les périodes de préparation précédant la projection doivent être particulièrement bien élaborées afin de permettre aux unités montantes de pouvoir débiter leur mission immédiatement et dans la continuité de leurs prédécesseurs.

²³ Il est essentiel d'aligner clairement les actions tactiques et stratégiques alors même qu'une large partie de ces dernières ne relèvent pas du militaire mais plutôt de partenaires nationaux (ambassades) ou internationaux (ONU, UE), voire de l'action non maîtrisable d'autres acteurs (ONG, médias). La tendance très forte à vouloir réduire par principe les militaires à un rôle d'exécutant ou de conseiller technique présente de véritables risques.

doit être conférée au commandant de la force pour qu'il puisse adapter son dispositif. Le concept de sous-groupement interarmes à dominante aéromobile (SGTIA-A) a été expérimenté de façon intéressante, conférant une allonge exceptionnelle aux forces déployées, même si celle-ci ne peut-être permanente et requiert un soutien logistique important. Cette capacité à innover doit s'appliquer à d'autres domaines. Concernant les équipements, il se révèle nécessaire de pouvoir les adapter aux théâtres, soit en modifiant des matériels, soit en achetant de façon rapide des moyens identifiés²⁴. De même, s'agissant de la logistique, les évolutions liées à Scorpion seront vraisemblablement l'occasion d'adapter des systèmes de façon à être plus souple, voire à s'affranchir des axes. En conclusion, il faut conjuguer la rusticité associée à une logistique légère et des innovations, par exemple à travers l'emploi de dirigeables transportant des containers²⁵.

La capacité à acquérir une culture de la contre-rébellion et à la conserver par la suite n'est pas une chose simple. C'est là que la richesse de l'histoire militaire et coloniale française se révèle être un atout précieux. Il est intéressant de noter que les premières expéditions étaient rendues difficiles par la volonté de plaquer les méthodes qui avaient servi sous l'Empire, en particulier en Espagne²⁶. Ainsi qu'on peut le lire en filigrane à travers un recueil de lettres relatant les campagnes d'Algérie entre 1835 et 1848²⁷, l'acquisition d'une connaissance du milieu et l'adaptation des procédés militaires ont été progressives. Les colonnes se sont allégées, en particulier en limitant l'empport d'artillerie et les modes d'action aménagés. Une place importante a été donnée à la mobilité en employant des unités montées ou en employant massivement les mulets ou les dromadaires. De même, à côté des troupes métropolitaines initialement engagées, on a créé des forces spécifiques (légion étrangère, chasseurs d'Afrique, zouaves, etc.) appuyées par des troupes indigènes fidèles et efficaces (tirailleurs, spahis, goumiers). Enfin, la coordination entre politiques et militaires a dû s'ajuster en permanence, oscillant entre la centralisation des compétences entre les

²⁴ Il convient de relativiser l'intérêt des « achats sur étagère ». Bien que dans certains cas cela se révèle indispensable, cela crée souvent des problèmes de cohérence en matière de soutien, voire d'emploi.

²⁵ La navette aérienne de transport automatique de conteneurs (NATAC) actuellement en cours de développement par la société française Voliris vise directement à pouvoir assurer le transport de fret dans des zones désertiques. Il existe d'autres possibilités à travers l'emploi de drones de transport.

²⁶ Étienne de Durand, *op. cit.*

²⁷ *Campagnes d'Afrique, 1835-1848. Lettres adressées au maréchal de Castellane par les maréchaux Bugeaud, Clauzel, Valée, Canrobert, Forey, Bosquet et les généraux Changarnier, de Lamoricière, Le Flo, de Négrier, de Wimpffen...* 1898. Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France.

mains de certains chefs, à l'instar de Bugeaud en Algérie ou de Lyautey au Maroc, et l'établissement d'une administration civile. La durée d'affectation en Afrique (généralement plus de deux ans) poussait les cadres et la troupe à s'intéresser aux populations, à en apprendre la langue et à acquérir des savoir-faire propres²⁸. L'aéromobilité était très employée durant la guerre d'Algérie, autant pour des missions tactiques (mise en place de commandos par exemple) que logistiques (évacuation de blessés). Dans ce domaine, le volume de moyens disponibles est un enjeu crucial aujourd'hui²⁹. Par la suite, la conservation d'une culture de contre-rébellion s'est effectuée au travers des engagements successifs en Afrique, ce dont rend désormais bien compte la chaîne RETEX militaire³⁰ ainsi que de multiples publications officielles ou personnelles, démontrant aussi la curiosité individuelle³¹. Sur le plan tactique, malgré les évolutions techniques, beaucoup d'enseignements historiques restent viables. Au-delà des connaissances de la population, de l'ennemi ou du terrain, ou l'acquisition de savoir-faire, l'enseignement principal porte sur la capacité d'adaptation aux situations dans le cadre de mandats politiques clairs. Mais la diffusion des savoir-faire est aussi le résultat des discussions informelles entre différentes générations militaires. Il est essentiel de souligner que ce n'est pas tant la connaissance des théâtres qui importe que la transmission d'une culture de la curiosité, de l'adaptation et de l'initiative.

Il ne peut sans doute pas y avoir une doctrine unique pour répondre aux difficultés engendrées par ces conflits. Il est évident que la résolution de conflits asymétriques modernes requiert la mise en œuvre d'une stratégie globale, construite à partir de buts politiques clairs et s'inscrivant dans le temps long. De même, détenir tous les moyens de combattre dans une guerre classique (le « *haut du spectre* ») ne garantit pas forcément le succès face à des rebelles. L'adaptation est loin d'être facile, chacun étant tenté de réduire la réalité à sa propre expérience, mais elle est nécessaire pour faire face à la diversité des situations. Ainsi, les savoir-faire requis pour la contre-rébellion procèdent d'un héritage ancien et précieux qu'il convient de maintenir et de mettre en valeur.

²⁸ Lyautey, *op. cit.*

²⁹ Guillaume Rolland et Antonin Tisseron : « *L'emploi des hélicoptères en contre-insurrection – Quels enjeux pour quelles menaces ?* » Cahier de la recherche doctrinale, Centre de Doctrine d'Emploi des Forces, Janvier 2012.

³⁰ Nicolas Rey et Valentin Germain : « *50 ans d'OPEX en Afrique (1964-2014)* », Cahier du Retex, Centre de la doctrine et de l'emploi des forces, Septembre 2015.

³¹ Capitaine Aymard, *op. cit.* Chef de bataillon Bétrix : « *La pénétration Touareg* », 1911. Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France.

La guerre d'Espagne de 1808-1813, les raisons d'un enlèvement

par le lieutenant-colonel Georges HOUSSET



Saint-cyrien de la promotion Grande Armée (1981-1983), docteur en histoire, le lieutenant-colonel HOUSSET sert dix ans dans l'arme du Train avant d'occuper les fonctions de chef de bureau, successivement, au cabinet du ministre (SDBC), à la Direction de la mémoire du patrimoine et des archives (DMPA) et au Service historique de la Défense (SHD). En 2006, il est affecté en qualité d'adjoint au général délégué au patrimoine de l'armée de Terre (DELPAT) puis retourne au SHD pour prendre la tête de la division de la symbolique de la Défense. Depuis 2015, il sert au centre de doctrine et d'enseignement du commandement (CDEC) comme chef de la fonction recherche et histoire, au sein du pôle études et prospective (PEP), adjoint au commandant du pôle.

Dans son propos, l'auteur passe en revue, de la conception à l'exécution de la manœuvre, les raisons qui font du conflit en Espagne, une guerre interminable et finalement perdue par les aigles impériales. Il en profite pour dénoncer les erreurs accumulées par Napoléon, notamment l'absence d'une approche globale, tout en soulignant sa dépendance devant l'évolution d'un contexte international qui lui est défavorable.

Après avoir affirmé en 1808 qu'il « trouverait en Espagne les colonnes d'Hercule, mais non les limites de son pouvoir », Napoléon vaincu, disait huit ans plus tard à propos de la guerre d'Espagne : « les événements ont prouvé que j'avais fait une grande faute dans le choix des moyens, bien plus que dans les principes¹ ». Quels sont donc ces principes ?

¹ Général Louis Candille : « Les gendarmes impériaux en Espagne en 1810 : raison déraison ? », dans *Mémoire de l'Académie des sciences, inscriptions et belles-lettres de Toulouse*, 1901.

Jean Tulard les rappelle. C'est dans le but de fermer les côtes du Midi aux marchandises britanniques que les troupes françaises envahissent le Portugal en 1807, tandis que l'invasion de l'Espagne doit permettre d'intégrer entièrement la péninsule au système continental². En effet dans la lutte qui oppose la France à l'Angleterre, il importe de faire respecter les règles du blocus continental alors instauré. Or, Napoléon ne peut pas faire confiance aux Portugais totalement inféodés aux Anglais. Quant aux Espagnols, le souverain des Français s'en méfie et la péninsule Ibérique représente tout de même quelque 4 800 km de côtes.

À cet aspect politico-économique, l'Empereur voit également un intérêt stratégique qui consiste à compléter la sécurité de la France du sud. Le royaume d'Italie assure déjà la protection des départements du sud-est du « sanctuaire ». Mais les départements du sud-ouest de la France restent, eux, menacés par les Anglais et mal garantis par les Bourbons espagnols. En s'appropriant les provinces du nord de l'Ebre (la Catalogne, l'Aragon, la Navarre et la Biscaye³), la frontière du sud est cadenassée. Cette obsession de la sécurité est à mettre en parallèle avec la constitution progressive de la confédération du Rhin (1806-1813) qui, par ses états satellites protège l'est de la France.

On ne peut qu'adhérer aux principes énoncés ; ce sont les moyens utilisés qui sont plutôt discutables. La preuve en est que cette guerre d'Espagne est ininterrompue et interminable⁴. L'histoire nous enseigne que non seulement la mise en œuvre des ressorts employés est inopportune, mais que de surcroît, le choix de ces derniers a été inadapté. Sont en cause une absence de compréhension générale du théâtre, l'exercice d'un commandement à une trop grande distance qui se révèle trop lâche et enfin, un défaut global d'adaptation des troupes aux opérations.

Les difficultés de compréhension par l'Empereur

Qu'est-ce que Napoléon connaît de l'Espagne ?

De nombreux ouvrages paraissent en France à cette époque pour dépeindre les Espagnols comme ayant connu un long déclin au cours des dernières générations. Ils soulignent que « *les vertus essentielles de la race ibérique*

² Jean Tulard : « *Napoléon ou le mythe du sauveur* », Paris, Fayard, 1987.

³ Décret impérial du 8 février 1810 qui détache lesdites provinces du royaume d'Espagne qui seront désormais administrées par des gouverneurs français.

⁴ On parle d'ailleurs de campagne de 1805, de campagne de 1806-1807, de campagne de 1809 ou de 1812... mais des guerres de la péninsule (1807-1813).

se sont émoussées », que leur fierté s'est abâtardie, que leur courage s'est assoupi... Des rapports d'ambassadeurs qui se relaient à Madrid, décrivent une cour sujette aux intrigues et une Espagne minée par les divisions. Ils soulignent les impuissances des Bourbons. Le pays serait donc dans l'attente d'un sauveur comme en 1799 en France⁵ ! Napoléon qui n'a pas une idée personnelle sur le pays, fait sien les préjugés de ses compatriotes sur la dégénérescence et l'inertie des Espagnols. Il a donc l'image d'une Espagne en perdition et archaïque qui ne peut, selon lui, qu'aspirer aux réformes. Ce qui est vrai, c'est que la population espagnole (10 millions d'habitants en 1803) souffre alors d'un analphabétisme massif. Si un « esprit des Lumières » existe, il reste très limité. Par ailleurs, il règne en Espagne une église qui encadre fortement les esprits. Le poids des traditions est lourd. « *En Espagne, il était de principe absolu de toujours faire ce qu'on avait fait la veille et absolument comme on l'avait fait* », selon l'abbé Cavanilles cité par Jordi Canal⁶. Selon Miguel Artola, éminent historien espagnol du XX^e siècle : « *en ce XVIII^e siècle, où le rationalisme acquiert droit de cité dans toute l'Europe, même dans la lointaine Russie, dans ce siècle où le continent entier se considère ignorant et s'éduque en vue d'un avenir meilleur, l'Espagne dans la certitude de sa foi, reste telle quelle, se refuse à examiner les transformations politiques, philosophiques et religieuses qui caractérisent l'époque moderne, et de ce fait, demeure en dehors de l'univers courant spirituel* ». Ainsi, lorsqu'au mois de mai 1808, le souverain des Français écrit à Bessières : « *les Espagnols sont comme les autres peuples* » en imaginant qu'ils pouvaient être sensibles à des promesses de réformes et de libertés⁷, il est dans l'erreur. La suite va montrer que le souverain des Français ignore à peu près tout de l'âme, du caractère et du patriotisme espagnol.

Napoléon est dans l'optimisme d'une conquête facile

Il écrit à de Pradt, archevêque de Malines : « *...si cette entreprise devait me coûter 80 000 hommes, je ne la tenterais pas. Mais elle ne m'en coûtera pas 12 000. C'est un enfantillage. Les Espagnols ne savent pas ce que c'est qu'une armée française. Croyez-moi, cela finira vite* ». L'erreur de Napoléon est de limiter la résistance des Espagnols à la seule force de leur armée, c'est-

⁵ Jean Tulard : « *Le mythe du sauveur* », op. cit.

⁶ Jordi Canal : « *Histoire de l'Espagne contemporaine de 1808 à nos jours* », collection U, histoire, Paris, Armand Colin, 2009.

⁷ Il s'agit de doter le pays d'une Constitution libérale (7 juillet 1808). Il y est question du principe de la souveraineté de la nation. La monarchie est maintenue, de même que le catholicisme qui reste la religion de l'État. Les ordres ne sont pas abolis et le principe de l'unicité de la justice est approuvé. En revanche, le Code civil n'est pas inclus dans ladite constitution. On le voit donc, Napoléon agit avec mesure.

à-dire un effectif de 117 000 hommes. Or, et c'est une réalité, elle est mal équipée, peu entraînée et son matériel est médiocre. Quant aux officiers, ils sont peu instruits. L'insouciance du souverain apparaît évidente lorsqu'on analyse les troupes envoyées en 1808 dans la péninsule sous les ordres des maréchaux Moncey et Murat. Cette armée est formée à partir des dépôts du sud de la France qui reçoivent l'ordre de former individuellement quatre compagnies de conscrits. Ces unités de 560 hommes sont regroupées par quatre pour former un « régiment provisoire ». On forme ainsi vingt régiments qui n'ont aucun soldat ancien dans leurs rangs, ni âme, ni esprit de corps, ni instruction et encadrés par des officiers pratiquement tous en demi-solde, rappelés au service et par de jeunes sous-lieutenants. On accole à cet ensemble peu homogène, six « régiments de marche ». Ces derniers sont formés de compagnies, de sections... véritables résidus des dépôts du Midi. On compte aussi un grand nombre de troupes auxiliaires des royaumes vassaux : Suisses, Italiens, Napolitains, Portugais, Prussiens, Westphaliens, Hanovriens, Irlandais se côtoient au nombre de 14 000. Quant à la cavalerie, elle est tout aussi hétérogène, formée elle aussi de « régiments provisoires », également alimentée à partir des dépôts méridionaux⁸. Au total, au mois de mai 1808, sur les 116 000 hommes envoyés au sud des Pyrénées, seul un tiers (34 000 hommes) appartient aux vieilles unités de l'armée française. Pour sa part, le général Dupont, dont la masse de fantassins représente 19 000 hommes, ne compte que 1 700 hommes de vieille troupe. Il s'agit pour le reste de conscrits qui n'ont pas une année sous les armes. Telles sont les racines du désastre de Baylen⁹ (19-22 juillet 1808). À l'automne 1808, pour réparer les dégâts du début de la campagne, ce sont cette fois les meilleurs régiments de l'armée française qui sont envoyés en Espagne et Napoléon est à leur tête. Alors, la situation s'améliore. Napoléon remporte quatre victoires : Burgos (10 novembre 1808), Espinosa (11 novembre 1808), Tudela (23 novembre 1808) et Somo-Sierra (30 novembre 1808). Au cours de ces combats, il annihile le corps de bataille espagnol et un peu plus tard, il fait rejeter à la mer (la Corogne) un corps d'armée anglais. Il s'imagine alors la situation rétablie.

⁸ En 1808, sur les 12 000 hommes qui composent la cavalerie, on ne compte que trois vieux régiments (1 250 sabres).

⁹ Pour la première fois, une armée française capitule en rase campagne. Cette catastrophe encourage les Anglais qui effectuent dans la foulée, un débarquement anglais au Portugal de 19 000 hommes sous le commandement d'Arthur Wellesley, futur duc de Wellington. Ceci étant, cette défaite est salutaire dans le sens où Napoléon se résout à intervenir directement... et va rétablir la situation.

Force est d'ailleurs de constater que tout au long du conflit, Napoléon fait preuve **d'un certain aveuglement**. Selon lui, la situation n'est pas si mauvaise que ça en Espagne. Et en effet, les armées régulières espagnoles sont progressivement anéanties les unes après les autres. Par ailleurs, il pense ne rien devoir redouter des Anglais dont il mésestime les qualités militaires et auxquels il ne reconnaît que des « vertus navales ». Enfin, Napoléon méprise les guérilleros pour lesquels il n'a que répulsion. La terreur qu'ils font régner l'indigne, mais il n'en saisit pas la portée réelle : l'humiliation, la démoralisation du soldat français.

La distance trop étendue entre le donneur d'ordres et l'exécutant

Napoléon doit composer avec la situation internationale

C'est le désastre de Baylen et la signature du traité de Tilsit (8 juillet 1807) qui fige la situation en Europe centrale, qui déterminent Napoléon à intervenir directement en Espagne. Il a ces mots : « *partout où je ne suis pas, on ne fait que des sottises !* ». On peut en effet imaginer que s'il avait été sur place, Napoléon aurait rectifié les erreurs de Dupont à Baylen. On trouve çà et là écrit que Napoléon n'avait pas su comment finir cette (sale) guerre. Mais quand on lit sa correspondance, il saute aux yeux qu'il a tout compris. Il écrit à Savary : « *dans une guerre de cette sorte, il est nécessaire d'agir avec patience, calme et d'après des calculs bien établis. Dans les guerres civiles, ce sont les points importants que l'on défend. Nous ne devons pas aller partout* ». Son intervention est d'ailleurs couronnée de succès. Mais combien de temps reste-t-il en Espagne ? Deux mois et demi¹⁰, la faute à une situation internationale qui commence à se dégrader : l'Autriche qui sait ne rien devoir craindre de la Russie, murmure. Il n'en faut pas plus pour que l'Empereur file à Paris. Son erreur est alors de négliger de désigner en partant, un commandant-en-chef sur le théâtre d'opérations espagnol.

Le grand capitaine s'imagine alors pouvoir tout contrôler

Il laisse en Espagne huit corps d'armée qui sont regroupés en cinq armées largement autonomes. Leurs chefs, et c'est assez incroyable, reçoivent leurs ordres directement de l'Empereur ! C'est une faute que signale Marbot dans ses mémoires. Pourtant, ce principe connaît quelques succès pour lutter contre la guérilla et pour défaire les armées des juntes

¹⁰ Du 5 novembre 1808 au 17 janvier 1809. En rejetant définitivement les Anglais à la mer, les guérillas privées d'aide morale et matérielle se seraient progressivement affaiblies tandis que la population lassée, aurait fini par céder au dialogue (comme en Vendée).

provinciales. Dans l'esprit de l'Empereur, cette situation est provisoire. Dès la signature du traité de Vienne (14 octobre 1809), il a à nouveau les mains libres. Son intention est alors d'en finir avec les affaires d'Espagne qui selon lui, traînent trop en longueur. Au mois de novembre 1809, il décide de l'envoi d'un renfort de 120 000 hommes de troupe de qualité, dont huit nouveaux régiments de la Garde. Il projette d'ailleurs lui-même de revenir en Espagne à la tête de ces renforts au printemps de 1810, une fois qu'il aura réglé son divorce avec Joséphine et son mariage avec Marie-Louise. Les renforts rejoindront la péninsule mais pas lui, car cette fois c'est la Russie qui s'agite... À partir du moment (1810) où les Espagnols acceptent de servir aux côtés des Anglais et des Portugais sous le commandement en chef de Wellington, le système des armées autonomes devient inadapté ; il aurait alors fallu un coordinateur sur place, Napoléon ne s'y résout pas et laisse les coudées franches à ses maréchaux.

Que valent les chefs ?

Loin de Paris et du maître, ils laissent apparaître leur humeur personnelle, indocile, ambitieuse ou jalouse. Le caractère « des chefs », ailleurs comprimé sous la main du souverain, s'épanouit librement en Espagne. On peine à croire que Napoléon ignore les humeurs de ses subordonnés. Comment peut-il méconnaître la haine que se vouent Soult et Victor, maintes fois signalée ? que Lannes déteste Murat parce qu'il aimait Caroline et que le brillant cavalier avait eu sa préférence ? qu'il s'entend d'ailleurs fort mal avec Bessières avec lequel à Essling il avait eu des mots, que Marmont est en conflit avec Soult et est brouillé avec Bessières parce qu'il avait été nommé maréchal avant lui, que ce dernier n'aime pas Masséna et est par ailleurs détesté par Berthier, que Gouvion-Saint-Cyr fait l'unanimité contre lui parce qu'on le trouve trop individualiste ? Soult, en dépit de ses qualités est avant tout à la recherche d'un trône au Portugal. Joseph, Murat, Eugène... pourquoi pas lui¹¹ ? Le résultat de ces enfantillages compromet l'œuvre entreprise. Ainsi, les opérations communes entre Soult et Victor sont mal coordonnées et ce même Soult abandonne Ney en Galice, arrive sciemment trop tard à Talavera de La Reina (28 juillet 1809) parce qu'il ne veut pas offrir à Joseph la victoire, que selon lui, il ne mérite pas¹² ! C'est encore lui qui s'attarde sans raison, au siège de Badajoz (22 avril-12 mai 1811) au lieu de secourir Masséna. Ce dernier peut aussi, avec juste raison, se plaindre d'être mal soutenu par Ney au Portugal. D'ailleurs, Ney et Reynier

¹¹ Ce serait une belle promotion pour ce fils de petit notaire.

¹² « On s'arrêtait à chaque instant sous prétexte de faire réparer l'artillerie » rapporte un témoin.

entrent en rébellion contre le prince d'Essling. À la bataille d'Espinosa (10-11 novembre 1808), Victor et Lefebvre se signalent eux aussi par leur mésintelligence tandis que Bessières, chose incroyable, refuse de faire donner la cavalerie à Fuentès de Onoro (5 mai 1811). On n'en finirait pas de rapporter toutes les mésententes entre les maréchaux pendant cette guerre. L'Espagne donne le triste spectacle de chefs en désaccord qui se ruinent mutuellement et qui se trouvent finalement confondus dans une défaite commune.

Le manque d'agilité de l'armée française¹³

Le sol de la péninsule est inhabituel à celui foulé ordinairement par les aigles impériales et particulièrement favorable à la guerre d'embuscade. « *...Abruptes montagnes à sentiers de chèvres, des fondrières, des rochers, des défilés, des rivières sans ponts, des précipices. Pas de guide. Le pire c'était la pauvreté. De quoi vivaient-ils dans ce pays ? Pas plus de bétail que de beurre. Nous dévorions des distances nues en traversant des villages vides. Tout le monde filait vers les montagnes. Les enfants nous crachaient au visage...* » rapporte un soldat. Le terrain n'a rien à voir avec le sol de l'Italie, la vallée du Danube, les plaines de Pologne. Les généraux engagés en Espagne étaient habitués à « de l'étendue », « de l'horizon » et à « de l'adversaire ». En Espagne, ces trois notions font défaut. Partout, les vallées sont étroites et l'horizon se termine par des montagnes. Sur un tel terrain, la « guerre éclair » n'existe pas. L'enveloppement, qui est le fond de la tactique impériale, est impraticable. L'espace de manœuvre est restreint. Il en résulte des manœuvres par échelon, fatigantes et sans résultat. L'ennemi peut alors se replier et n'offre que son arrière-garde. Avec la mer, il devient insaisissable. Telles sont les retraites de John Moore en janvier 1809 et de Wellington à plusieurs reprises. De la mer, les Anglais interviennent à l'aide de leurs batteries. Ainsi, une escadre anglaise soutient les troupes assiégées de Tarragone (4 mai-28 juin 1811). D'autre part,

¹³ Partout, on trouve écrit : « *en Espagne, on découvre une nouvelle forme de guerre* ». L'assertion est assez étonnante, car l'armée française connaît la guerre « au milieu des peuples » ; le sien. En effet, on retrouve un grand nombre de similitudes avec les guerres de Vendée (guerre populaire asymétrique menée par des paysans analphabètes, profondément attachés à leur religion et à leurs prêtres, terrain cloisonné, grande cohésion contre l'ennemi, réseau de renseignement développé, guerre de fantassins, jusqu'au-boutisme des rebelles). Où sont donc passés les généraux pacificateurs de la Vendée ? Certes, un grand nombre (Hoche, Kléber, Marceau) ont disparu. Mais Damas, Digonet, Barbazan, Canuel, Drut, Duval, Gency, Vidalot du Sirat, Humbert, Jordy, Joly ne mettent pas les pieds en Espagne. Certes, parmi eux peu de noms clinquants, mais une expérience non exploitée pour éviter les erreurs de Vendée.

comme l'écrit Napoléon, l'art de la guerre consiste à se disperser pour vivre et à se rassembler pour combattre. Mais pour se disperser et vivre, il faut des routes, des villes riches, des campagnes approvisionnées. C'est ce que l'on trouve dans les plaines d'Allemagne. En Espagne, les montagnes qui obligent à la dispersion, sont un obstacle pour la concentration. Ainsi, dans la péninsule ibérique, Napoléon ne trouve pas son échiquier ordinaire. Lui sait s'adapter et il le prouve lorsqu'il intervient en personne. Le problème est qu'il laisse à ses lieutenants le soin de faire la guerre. Or, ces derniers ne connaissent que celle à laquelle il les a habitués. À la limite, on peut considérer que le pays est défendu plus par la nature que par ses habitants.

Napoléon s'entête à vouloir résoudre le problème espagnol par la force militaire. Marbot écrit dans ses mémoires : « *Napoléon méprisa trop longtemps les nations de la péninsule et crut qu'il suffisait de montrer des troupes françaises pour obtenir d'elles tout ce qu'on voudrait. Ce fut une grande erreur*¹⁴ ». Il serait faux de croire que devant cette guerre interminable, des officiers ne se sont pas interrogés sur la manière la plus adaptée de la mener : fallait-il user de la rigueur à l'encontre de la population pour la convaincre de ne pas aider les guérilleros, ou tenter de se la concilier par des mesures de clémence ? À cette question, Clermont-Tonnerre, l'un des meilleurs chroniqueurs de cette guerre, répond que la clémence est une erreur, il faut se faire craindre, mais il ajoute : « *...il faut joindre à la sécurité une justice exacte, une probité sévère et le maintien de la discipline dans les troupes* ». C'est ainsi que la Manche et Grenade jouissent, sous le général Sébastiani d'une grande stabilité. Il en est de même des royaumes de Cordoue et de Jaen, sous le général Dessolle « *doué d'une grande douceur naturelle, mais qui sait être sévère par humanité même* ». Desboeufs nommé Commandant de Fuentès en 1812, rend visite aux notables, joue avec eux à la manille, va à la messe tous les dimanches, agit en faveur des pauvres. Il parvient ainsi à se concilier les bonnes grâces de la population et obtient des renseignements sur les voleurs qui infestent la ville et qu'il fait arrêter. Girard, commandant la place de Bentazos entretient de si bonnes relations avec la population qu'elle le prévient d'une attaque qui se prépare. Cette conduite habile et humaine de certains officiers est malheureusement annihilée par les exactions de la plupart des maréchaux et généraux¹⁵.

¹⁴ On dirait aujourd'hui qu'il y a eu une absence d'approche globale.

¹⁵ Dans son ouvrage « *La guerre d'Espagne* », Lucas-Dubreton rapporte : « *que de ciboires, calices, statues transformés en lingots pour être échangés contre des hôtels à Paris* ». Partout, ce ne sont que profanations effectuées dans les églises, notamment à Cuenca et à Cordoue en 1808, à Saragosse en 1809, à Murcie, Grenade et Séville en 1810.



Après la guerre Goya peint son célèbre tableau *Tres de mayo* pour « perpétuer au moyen de son pinceau la plus notable et héroïque des actions de [notre] glorieuse insurrection contre le Tyran de l'Europe » alors qu'il avait initialement soutenu les idéaux de la Révolution française et que plusieurs de ses amis furent ouvertement *afrancesados*. © Internet

Des corps spéciaux voient le jour. Un décret du 6 août 1808 crée trente-quatre compagnies de « **miquelets** » ou « **chasseurs de montagne** ». Leur mission : protéger la frontière pyrénéenne. Les jeunes gens sont recrutés dans les départements de l'Ariège, des Hautes-Pyrénées, des Pyrénées-Orientales, des Basses-Pyrénées et de la Haute-Garonne¹⁶. Au début de l'année 1809, on compte environ 3 000 chasseurs. Malheureusement et contrairement aux promesses, les bataillons sont dirigés sur l'intérieur de l'Espagne et sont engagés dans le sud du haut Aragon, prenant même part au siège de Saragosse. Cette infraction flagrante aux engagements pris par le gouvernement a pour conséquence une efficacité relative contre la guérilla en raison d'un taux de désertion massif (50 à 75 %). Les opérations de harcèlement contre les soldats français par une population hostile, confèrent à la gendarmerie un rôle particulièrement important. Par un décret du 24 novembre 1809, l'Empereur met sur pied une vingtaine d'escadrons de **gendarmes**, tout spécialement affectés à la péninsule. Ils sont destinés à tenir le pays au nord de l'Ebre et franchissent les Pyrénées au printemps 1810. L'ensemble présente un peu plus de 4 000 sabres et mousquetons. Leur rôle est à la fois préventif et répressif, du moins au

¹⁶ Le recrutement est assez singulier puisqu'il s'adresse clairement aux conscrits réfractaires qui, une fois inscrits sur les contrôles, voient les poursuites engagées contre eux et contre leurs parents, suspendues.

début de leur intervention. Malheureusement, au gré des événements, les gendarmes sont presque exclusivement employés en substitution, plutôt qu'en complément des troupes, sans qu'il soit tenu compte de leur spécialisation. Leur action se montre payante vis-à-vis des chefs rebelles, dont nombre sont arrêtés. Mais l'aspect pacification reste au point mort. Au mois de décembre 1812, les escadrons sont réunis en légions, dissoutes au mois de novembre 1813. On assiste aussi à un usage massif des **dragons**¹⁷, cette infanterie à cheval équipée d'un mousqueton dont les membres, s'ils combattent à cheval, sont également capables de se battre comme des fantassins. À la Corogne (16 janvier 1809), ils mettent pied-à-terre et utilisent leurs armes à feu dans un terrain inadapté aux mouvements de la cavalerie. Durant la guerre d'Espagne, ils sont essentiels à l'armée française dans les opérations d'anti-guérilla, étant utilisés en colonne mobile. Malheureusement, eux aussi finissent par être employés dans des combats de ligne et font défaut à la lutte contre la guérilla.

En conclusion, « les affaires d'Espagne » font mal car leur retentissement est énorme. Pour le peuple français, bien éloigné des considérations stratégiques, rien n'impose cette guerre sinon l'ambition dynastique de l'Empereur de « placer sa famille ». L'insurrection du peuple espagnol en mai 1808 n'est pas sans émouvoir les anciens révolutionnaires français de 1792. Pour les Français, il n'y a pas de légitimité d'action dans cette guerre qui ne relève pas de l'héritage révolutionnaire. Une fracture se dessine entre le pouvoir et la nation, tandis qu'en Europe, une vague de nationalisme se dessine contre la France¹⁸. La perte de prestige est par ailleurs considérable. Sur les trente-huit batailles majeures qui se déroulent en Espagne, les armées impériales n'en gagnent que vingt, score dérisoire si on le compare à celui de Napoléon commandant-en-chef qui n'en concède que trois sur la soixantaine importante qu'il a livrée. Enfin, la guerre d'Espagne ouvre une école à l'infanterie anglaise où elle va acquérir de nouvelles compétences guerrières et sauve l'Angleterre de la crise économique en creusant une brèche dans le blocus continental.

¹⁷ Sur les 30 régiments que compte l'armée française, 25 y sont employés. Statistiques tirées de l'ouvrage de Martinien « *Tableaux par corps et par batailles des officiers tués et blessés pendant les guerres de l'Empire (1805-1815)* », *op. cit.*

¹⁸ Jean Tulard : « *Le Grand Empire* », Albin-Michel, 1982.

L'externalisation des fonctions régaliennes liées à la Défense : entre comparatif international et pluralité des approches conceptuelles

par le commandant (CR) Pascal LE PAUTREMAT



Docteur en Histoire, diplômé en Défense et Relations internationales, officier dans la réserve opérationnelle depuis 1993, Pascal Le Pautremat, spécialiste des crises et conflits contemporains, est consultant et formateur auprès des entreprises publiques et privées en matière d'analyses géopolitiques et de risques et opportunités pays. (cf. www.actiongeos.com). Ancien auditeur et membre du Comité de rédaction de la revue Défense de l'IHEDN, il est également conférencier et chargé de cours dans l'enseignement supérieur en économie internationale, géopolitique, sociologie et doctrines politiques. À ce titre, il enseigne dans divers pôles universitaires et instituts privés. Il collabore avec l'École de Guerre comme directeur de mémoires d'officiers stagiaires.

Depuis les années 1990, une nouvelle forme d'entrepreneuriat paramilitaire s'affirme avec la prolifération de sociétés privées de sécurité. Ce processus d'externalisation de la Défense, initié par la Grande-Bretagne et les États-Unis, est aujourd'hui largement utilisé par Moscou et Pékin.

L'auteur explique pourquoi ce n'est pas le cas de la France où développer de telles entités afin de disposer d'unités de combat n'est, ni légitime, ni pertinent et contraire, aussi bien à notre tradition, qu'à nos convictions, même s'il signale que de timides avancées ont lieu, dans des cas très précis, avec la législation du recours à des « *contradictors* ».

De l'Antiquité jusqu'à la fin du XVIII^e siècle, les mercenaires connaissent un âge d'or en tant que professionnels de la guerre tout en s'adaptant aux changements politiques et économiques, quand ils ne les favorisent pas eux-mêmes...

Avec les années 1990, une nouvelle forme d'entrepreneuriat paramilitaire s'affirme peu à peu par le biais de sociétés privées dédiées au monde polymorphe de la sécurité, qu'il s'agisse de sociétés militaires privées (SMP) ou de sociétés de sécurité privées (SSP). Les SMP sont également dénommées entreprises militaires et de sécurité privée (EMSP) voire, comme en France, entreprises de services de sécurité et de défense (ESSD)¹. Quoi qu'il en soit, toutes sont en mesure de proposer une pluralité de missions au profit de pouvoirs publics ou privés, d'entreprises multinationales et d'organisations non-gouvernementales.

Les attentats du 11 septembre 2001 ont contribué à accentuer l'influence des SMP en lien avec le complexe militaro-industriel au-delà des États-Unis et de la Grande-Bretagne, précurseurs contemporains des contractuels paramilitaires. À l'instar des milieux économiques en général, la dynamique est imprégnée des logiques boursières et spéculatives. Actuellement, le marché de l'externalisation de la Défense et de la Sécurité, au sens large, s'élève à l'échelle mondiale à près de 200 milliards de dollars.

Pour autant, le processus d'externalisation de la Défense suscite bien des interrogations quant à la manière de faire la guerre demain.

Sans revenir sur la dimension historique du sujet, insistons sur le contexte actuel et les interrogations que suscitent les sociétés militaires privées et la politique d'externalisation plurielle.

Sociétés privées et enjeux géostratégiques : externalisation de services spécialisés

Sous-traitance polyvalente et quête d'efficacité

Aux États-Unis comme en Grande-Bretagne, les SMP suscitent un regain d'intérêt depuis la fin de la Guerre froide pour servir de substituts aux forces conventionnelles, jugées trop onéreuses pour les fonds publics.

¹ Avant 2012, on parlait non pas d'ESSD mais de sociétés d'appui et de soutien opérationnel (SASO).

Dans les années 1990, sur fond de réduction des effectifs de l'armée américaine, la société *Blackwater*, créée par Erik Prince, profite alors d'un climat propice à la privatisation de la Défense².

En outre, les *contractors* issus pour la plupart des *special Forces*, peuvent intervenir en toute discrétion dans une zone de tensions géopolitiques, sans pour autant impliquer directement les autorités du pays. Il n'est donc pas étonnant de constater que près de 50 % des membres des équipes opérationnelles de la *Central Intelligence Agency* (CIA) relèvent ainsi de la sphère contractuelle.

En cas d'opérations de combat, la stratégie de communication de l'Exécutif estime même que le recours à des SMP est salvateur pour préserver indirectement le potentiel électoral du Président et de son gouvernement, notamment en cas de décès de *contractors* qui laissent indifférente l'opinion publique, très soucieuse à l'inverse de la vie de ses *G.I.*

En 2009, 39 % des employés de l'armée américaine sont des *contractors*. Leur proportion n'a cessé d'augmenter depuis. En Irak, entre 2003 et 2005, on note un ratio d'un *contractor* pour dix militaires environ ; par la suite, il est d'un militaire pour 1,5 *contractor*. En 2010, les médias américains, comme le *Washington Post*, annoncent ainsi que près de 1 931 sociétés privées sont sous contrat avec l'État américain.

Depuis les années 2010, les processus de sous-traitance au profit des ministères de la Défense américain et britannique sont devenus courants ; entre opérations armées, actions de coercition ou d'attrition, même très cadrées et ciblées, opérations post-confliktuelles et sécuritaires auxquelles s'ajoutent les missions de soutien logistique.

Les partisans du recours aux SMP mettent souvent en avant l'argument du coût-efficacité sur fond d'ultralibéralisme. Erik Prince, ancien *Navy Seal*, fondateur de la très controversée SMP *Blackwater*, devenue *Academi*, expliquait lui-même devant le Congrès le 30 novembre 2017, combien la recherche de l'efficacité optimisée était au cœur de sa stratégie tant commerciale qu'opérationnelle³.

² Erik Prince crée même, en décembre 1996, un centre d'entraînement à Moyock (Caroline du Nord), à proximité de la base navale de Norfolk. En 1997, il acquiert quelque 2 000 hectares supplémentaires pour offrir ainsi un site dédié aux organismes de maintien de l'ordre, qu'il s'agisse de structures publiques ou gouvernementales.

³ Nicolas BOURCIER : « Erik Prince, un "chien de guerre" dans les arcanes de la Maison Blanche » in *Le Monde*, 9 février 2018.

Aujourd'hui, certains analystes estiment même que des SMP sont capables de mener des opérations résolument frontales et décisives, face notamment à l'État islamique. C'est le cas du Britannique Simon Mann, ancien membre du *Special Air Service* (SAS), créateur avec Tim Spincer de *Sandline International* (1996-2004), devenu ensuite un authentique mercenaire⁴.

Inclination internationale à la géoéconomie et géostratégie

Quoi qu'il en soit, le *lobbying* des SMP et SSP est souvent associé à des stratégies de positionnement étatique sur des espaces géographiques visés pour la richesse des sous-sols et des perspectives lucratives d'exploitation des matières premières à haute valeur ajoutée (uranium, lithium, coltan, cobalt, or, zinc, uranium, or, diamants). Les SMP/SSP permettent ainsi à leur État d'origine respectif en quête de marchés à disposer de points d'ancrage et de renseignements locaux.

Au Moyen-Orient, ne serait-ce qu'entre 2007 et 2012, le ministère des Affaires étrangères de Grande-Bretagne aurait notamment investi 150 millions de livres dans la signature de contrats avec des sociétés de sécurité privées pour intervenir en Irak. L'une des SSP britanniques, *Aegis Defence Services*, aurait même mené à bien des missions diligentées par les États-Unis pour instruire, entraîner et équiper les forces de sécurité irakiennes. Les SMP sont également très liées aux pétromonarchies, à l'instar du Qatar, du Koweït, mais aussi des Émirats arabes unis et de l'Arabie saoudite⁵.

Les cas de la Russie et de la Chine témoignent, là aussi, de politiques de recours aux *contractors*.

De Moscou à Pékin, les contractors sont les nouveaux acteurs géopolitiques

On dénombre plusieurs dizaines de SMP russes (*Časnaia Voennaia Kompania* ou ČVK) dont les plus connues sont *RSB-Group*, *Moran Security Group*, *Mar* ou encore *Redyt-Antiterror*. Outre un large éventail d'actions et de services, de la formation au déminage, elles assurent également des missions d'entraînement comme cela a pu être constaté au Soudan durant l'hiver 2017, ou en République centrafricaine (RCA), dès le printemps 2018.

⁴ Colin FREEMAN : Simon Mann : « *We can use mercenaries to defeat Isil* » in *The Telegraph*, 14 juin 2015.

⁵ Dans le cas saoudien, on observe dès 1975, un contrat établi entre la monarchie et la société *Vinnell Corporation* en vue de la formation et de l'encadrement de la garde nationale.

Le plus souvent, leurs rôles et jeux d'influence résultent de prises d'initiative d'anciens militaires issus des forces spéciales ou des unités d'élite de la Direction générale du renseignement (*Glavnoïé Razvédyvatel'noïé Oupravlénié* – GRU), du Service de sécurité fédéral (*Federalnaïa sloujba bezopasnosti* – FSB) ou encore du Service de renseignement extérieur (*Sloujba vnechnei razvedki* – SVR). Il est difficile, toutefois, de ne pas les confondre avec les mercenaires russes et ukrainiens qui ont opéré dans les années 1990 dans les actions de séparatisme en Transnistrie (mars-juin 1992), en Géorgie (1992-1994), ou encore dans les guerres civiles en Sierra Léone en Angola, au Zaïre en 1997, en Côte d'Ivoire ou même au Darfour pour le compte du Soudan.

Dans la crise ukrainienne, à partir de février 2014, comme en Syrie, depuis septembre 2015, la Russie a ainsi recours à des SMP dont les *contractors* sont généralement désignés comme membres du Groupe *Wagner*, créé en 2013 et financé par un oligarque, Evgenij Prigožin, proche du Kremlin.

Les Chinois, loin d'être en marge de cette manière d'opérer, savent s'appuyer eux aussi sur des sociétés officiellement dédiées à la seule sécurité des intérêts chinois, surtout à partir de 2009. Il s'agit bien pour Pékin de prendre à contre-pied les jeux d'influence des autres grandes puissances concurrentes. En 2013, quelque 4 000 SMP/SSP chinoises sont officiellement enregistrées, assurant de manière intrinsèque l'emploi de 4,3 millions de salariés. En 2017, elles auraient franchi le cap des 5 000 sociétés⁶. Tous les agents dédiés aux tâches et missions de sécurité sont d'anciens militaires de l'Armée populaire de libération (APL).

Les SMP et SSP chinoises sont donc bien ancrées dans le paysage mondial, à l'instar de la Compagnie de sécurité *Dewei Security* au gré des « nouvelles routes de la soie ». Ses employés armés assurent ainsi la sécurité des installations pétrolières de la *China National Petroleum Corporation* (CNPC) au Soudan du Sud, de la ligne de chemin de fer Nairobi-Mombasa au Kenya conçue par la *China Road and Bridge Corporation* ou la protection des installations et du personnel de la *Poly-GCL Petroleum Group Holdings* en Éthiopie.

Loin de demeurer dans des logiques de compartimentations étatiques, les SMP/SSP affichent dorénavant des ossatures de holdings de nationalités étrangères qui rendent d'autant plus opaques leurs activités. Ainsi, la

⁶ Parmi les SMP les plus puissantes, on peut citer *China Security and Protection Group* (forte de plus de 30 000 salariés), *China Overseas Security Group* (qui réunit près de 20 000 employés) *Huaxin Zhongan* (15 000 salariés) ou encore, *Beijing DeWe Security Services*.

holding d'Erik Prince dévoile-t-elle toute son ambiguïté au regard de ses partenariats établis avec les sociétés chinoises, comme la société de sécurité *China Security & Protection Co. Ltd.*⁷ en parallèle de ceux entretenus avec les autorités fédérales des États-Unis⁸.

Logiquement, nous ne pouvons qu'être interpellés par les risques de conflits d'intérêts entre puissances étatiques souveraines. Cela n'incite pas les autorités publiques, en Europe et en France en particulier, à favoriser l'émergence d'un secteur polyvalent et puissant de sociétés militaires privées au-delà de la catégorie des ESSD spécialisées dans les fonctions de logistique.

SMP et culture française d'emploi des forces : entre polémiques et interrogations

Il est complexe de promouvoir en France le concept de sociétés militaires privées, tant celles-ci restent associées aux compagnies de mercenariat historique.

L'empreinte culturelle des armées nationales

En France, la culture du métier des armes demeure imprégnée de professionnalisme, du respect porté au pouvoir régalien, au service de la Nation. Aussi, pour les titulaires des postes du haut commandement, développer des sociétés militaires privées afin de disposer d'unités de combat n'est pas considéré comme légitime ou pertinent.

De surcroît, depuis la guerre d'Algérie l'État français n'a jamais goûté l'existence de réseaux paramilitaires. Est-ce par crainte de dérapage, de coup de force contre les institutions ? Difficile de trancher car tout s'entremêle finalement : le traumatisme culturel du « putsch des généraux », l'héritage des actions de « Bob » Denard et de ses équipes – pourtant le plus souvent en service commandé pour les services secrets français – entretenu par une méconnaissance – paradoxale – de la part de la technocratie sur le milieu des affaires militaires. Le tout a contribué à verrouiller la réflexion et l'adaptabilité des outils paramilitaires en vertu du jeu stratégique de la France.

⁷ *China Security & Protection Co. Ltd* relève du ministère chinois de la sécurité d'État. Lawrence Zhao est aussi conseiller du gouvernement chinois pour la gestion des risques à l'étranger et notamment en Afrique.

⁸ Outre *Frontier Services Group*, d'autres sociétés anglo-saxonnes comme *G4S* et *Control Risks* parviennent à rayonner en positions de leaders sur le marché chinois.

Pour ce qui est des SSP, la situation est toute autre. Elles font dorénavant partie du champ d'externalisation de la Défense dans les secteurs de la sécurité et de la logistique. Et ce sont bien ces spécificités auxquelles renvoie l'appellation générique d'ESSD.

*Vers une meilleure prise en compte des ESSD...
...sous surveillance renforcée ?*

En 2018, l'État français a manifesté sa volonté d'assurer une meilleure prise en compte des activités proposées par les sociétés de sécurité privées tout en les soumettant à un solide contrôle des pouvoirs publics. Le durcissement du contrôle des ESSD pourrait être intégré au projet de loi relatif à la programmation militaire 2019-2025.

Sont particulièrement visées les sociétés qui se caractérisent par des capacités opérationnelles et l'utilisation de matériels de guerre comparables à celles en vigueur en milieu militaire. À cette catégorie de sociétés s'ajoutent celles qui effectuent des missions de sous-traitance comportant la gestion de stocks et les transports logistiques de matériels de guerre (notamment de catégorie A2)⁹. En France, on estime que 130 sociétés mènent des opérations dédiées à la sécurité, la cybersécurité et à l'intelligence stratégique. Mais la concurrence est rude et la longévité desdites sociétés relativement fragile.

Si l'on peut estimer judicieux de s'appuyer sur des forces coopératives pour favoriser la concrétisation des objectifs stratégiques établis par le pouvoir exécutif, diverses affaires viennent rappeler combien l'État doit maintenir un strict contrôle pluridisciplinaire.

L'Affaire de la prison d'Abu Ghraib (2003-2004) en Irak, gérée par une SMP américaine en corrélation avec la *Central Intelligence Agency* (CIA), montre par exemple les besoins d'encadrer très rigoureusement la gestion de prisonniers pour éviter des violations caractérisées des droits de l'homme. De même, l'intervention de SMP sous contrats du Pentagone ne sous-entendait pas que les *contractors* pouvaient utiliser sans restriction des armes à feu en espace urbain au milieu des civils. Rappelons que la seule SMP *Blackwater* fait l'objet au total, de 168 plaintes en justice dont certaines sont toujours en cours de traitement.

⁹ Selon la législation en vigueur, il s'agit des « armes relevant des matériels de guerre, les matériels destinés à porter ou à utiliser au combat les armes à feu, les matériels de protection contre les gaz de combat ».

Il s'agit aussi d'éviter la montée en puissance d'offices non contrôlés entre acteurs publics et partenaires privés. En France, l'Affaire Alexandre Benalla au printemps 2019 met en lumière un cercle d'initiés via une société de sécurité *Mars*, échappant à tout contrôle public et basculant dans un activisme entrepreneurial, sur fond de clientélisme¹⁰. Par extension, cela pourrait même attiser à l'avenir les réticences administratives à recourir à des SSP missionnées.

Il est donc impératif que le contrôle sur les SMP/SSP soit pluriel et interministériel avec un droit de regard et de contrôle relevant du ministère de la Justice d'une part, des ministères des Armées et des Affaires étrangères, d'autre part. Une logique nationale que corroborent des prises de mesures fortes à l'échelle internationale. Celles-ci visent autant à défendre les droits individuels des *contractors* qu'à faire valoir les lois internationales en matière d'éthique et de droit des conflits armés.

L'encadrement juridique des SMP : entre contrainte et éthique

Depuis quelques années, les SMP sont l'objet de processus internationaux de légitimité juridique qui intègrent un minimum de protection statutaire des actifs de ce secteur.

Des lois nationales et textes internationaux comme garanties

Face à la distinction qui s'impose dès lors, entre sociétés militaires privées et sociétés de sécurité privées – ou même ESSD – la législation internationale peut sembler inappropriée puisque le mercenariat est globalement condamné par la convention de Genève (12 août 1949 et l'article 47 du Protocole additionnel I de 1977), la Convention de l'Organisation de l'Unité africaine pour l'élimination du mercenariat en Afrique (3 juillet 1977) et la Convention internationale contre le recrutement et l'utilisation, le financement et l'entraînement de mercenaires (1989).

Certes, à partir de 2003, les États-Unis ont établi un régime de licences attribuables à des SMP à condition qu'elles soient enregistrées sur le territoire national, licences que délivre le *Defence Trade Control Office*. En revanche, en Grande-Bretagne l'enregistrement d'une société en tant que SMP se fait uniquement sur la base du volontariat. Cela donne une

¹⁰ Alexandre Benalla apparaît comme salarié de la société de sécurité *France Close Protection* dont la porosité organisationnelle avec la société de sécurité *Mars* est considérée comme assez forte. A. Benalla est impliqué dans de nombreux dossiers d'affairisme international entre Afrique et Russie qui sont passés au crible par la justice française en 2019.

impression de flottement juridique même si le mercenariat *stricto sensu* y est interdit depuis le *Foreign Enlistment Act* (« Loi sur l'enrôlement à l'étranger ») de 1870. Et dans l'absolu, les SMP britanniques se révèlent très imbriquées avec le jeu du *Foreign Office* et du MI6¹¹.

En France, un concept soigneusement légiféré

En France, on réitère l'attachement à la loi du 14 avril 2003 – qui condamne et sanctionne tout acte de mercenariat¹² – à l'Accord de Montreux (2008)¹³ ainsi qu'au Code de Bonne Conduite (ICoC) adopté en 2010 et modifié en 2013¹⁴. Mais le Document de Montreux n'est à ce jour, soutenu que par une cinquantaine d'États et trois organisations internationales, à savoir l'Union européenne (UE), l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE) et l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN).

Au début des années 2010, l'État français laisse entrevoir des changements quant à la perception des SMP. En février 2012, deux députés Christian Menard (PS) et Jean-Claude Viollet (LR) remettent à la Commission de la Défense de l'Assemblée nationale un rapport favorable à l'introduction des SMP dans le paysage français.

Toutefois, en 2013, le ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian, en poste de 2012 à 2017, faisait savoir qu'il n'était pas envisagé de recourir à des sociétés militaires privées dans l'armée de Terre car « [...] cela s'apparenterait à du mercenariat ce qui est contraire à notre tradition républicaine et nos convictions ».

Malgré tout, en mai 2016, les députés Menard et Viollet, rejoints par les députés Philippe Folliot (UDI) et Francis Hillmeyer (UDI), déposent un amendement afin que le gouvernement établisse un rapport d'évaluation de mise en œuvre et d'encadrement des activités de SMP. Finalement, l'amendement est rejeté.

¹¹ En 1998, la SMP *Sandline International* livra en Sierra Leone des armes au président en place, Ahmad Tejan Kabbah, en violation de l'embargo alors en vigueur. Les conclusions de la commission parlementaire britannique chargée de l'enquête, firent apparaître que le *Foreign Office* et le MI6 avaient donné leur accord et assuré le soutien de cette opération.

¹² Loi n° 2003-340 du 14 avril 2003 relative à la répression de l'activité de mercenaire.

¹³ Document de Montreux sur « les obligations juridiques pertinentes et les bonnes pratiques pour les États en ce qui concerne les opérations des entreprises militaires et de sécurité privées opérant pendant les conflits armés ». Le Document de Montreux finalisé et signé le 17 septembre 2008 résulte de la mobilisation, dès 2006, de la Suisse et du Comité international de la Croix-Rouge (CICR).

¹⁴ Le code de bonne conduite insiste sur la garantie du respect des droits humains et du droit humanitaire.

Une étape constructive est tout de même franchie en 2014, avec l'application d'une loi le 1^{er} juillet 2014 portée par le ministère des Transports, de la légalisation du recours à des *contractors* au profit de la protection et de la sécurisation des navires marchands face aux actions de piraterie.

In fine, les tentatives visant à promouvoir des unités spécifiques de *contractors* qui mèneraient des opérations de combat *stricto sensu* sont vite dissipées. Certains pourraient rétorquer que nous avons la Légion étrangère assimilée à tort par les néophytes, à un corps étranger. Or, cette troupe d'élite appartient pleinement à l'armée de Terre française.

Si dans quelques décennies, la culture du métier des armes se transforme en France en même temps que le pouvoir régalien, il n'est pas exclu d'entrapercevoir de possibles recours à des unités privées sur fond de mises à disposition de soldats « augmentés ». Mais l'imbrication croissante des armes intelligentes et artificielles tend à brouiller la donne et à rendre improbable, dans un sens ou dans l'autre, une approche claire du modèle d'armée de terre qui s'imposera dans une ou deux générations.

Conclusion

En tout état de cause, de larges interrogations subsistent quant au positionnement des SMP à l'avenir sur l'échiquier des affaires militaires. En effet, il est clair que certaines d'entre elles ont plus vocation d'officines à missions classifiées, pilotées pour défendre des intérêts économiques sur fond de rivalités géopolitiques, comme on peut le constater en Afrique notamment. À l'inverse, les SSP sont mieux perçues mais n'entrent pas du tout dans le même registre d'activités, puisqu'éloignées des opérations militaires conventionnelles ou spécialisées.

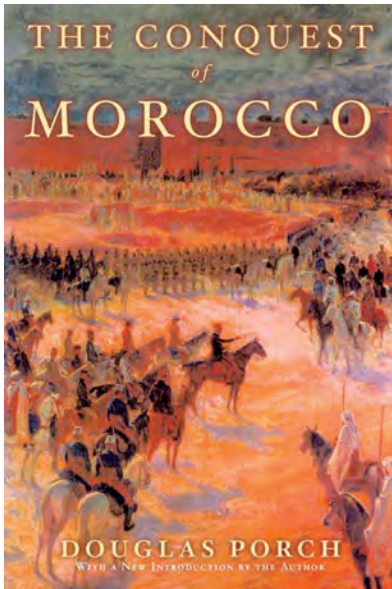
C'est d'autre part, la nature même d'un pouvoir exécutif en mutation qui suscite également des questions. La tendance observable « d'État dans l'État » s'accroît à l'échelle internationale ; comment alors s'assurer de la crédibilité des contre-pouvoirs afin d'éviter la mise en ordre de bataille de dispositifs de *contractors* hors cadre législatif ou juridique, pour répondre à des intérêts partisans ou strictement mercantiles ? Car, le réflexe de l'entre soi est déjà une réalité du milieu paramilitaire où les profils des acteurs d'influence révèlent les liens avec les milieux du renseignement et des unités spéciales de l'armée française. De tels microcosmes d'expertises ne peuvent-ils pas non plus nuire à une approche élargie sur les réalités socio-culturelles et socio-économiques, loin du seul art opératif ?

Nous orientons-nous vers un déclin des États-nations et le développement de conflits entre des entités guerrières, telles que les structures de *contractors* et les grandes sociétés commerciales ? On peut craindre, en effet, l'affaiblissement des États de droit face à des entités supranationales aux seules motivations ultralibérales, déstabilisatrices, d'autant que l'Europe ne parvient toujours pas à trouver une réelle posture sur l'échiquier international et que notre concept d'État-nation régalien connaît des signes tangibles de fragilité croissante.

NOTES DE LECTURE

En réaction à l'actualité de Lyautey, RMG 54 Douglas Porch : « *The conquest of Morocco* »

par le colonel Christophe de LAJUDIE



« **F**aut-il relire Lyautey ? » Plus de cent ans après la prise de Taza et après que la « méthode Lyautey » nous a été servie « à toutes les sauces » pendant dix ans, avec le succès que l'on sait, comme référence des théories de la *counter insurgency* américaine et de la doctrine française de contre rébellion, le temps semble venu d'essayer de démêler, derrière l'écran des thuriféraires, la vérité du mythe.

L'exercice oblige à affronter deux périls. D'un côté, la critique touche à un des mythes fondateurs de l'armée française, donc à sa cohésion, à sa culture profonde, à son être même : l'idée selon laquelle l'armée française aurait, plus que toute autre, la capacité (peut-être même la vocation ?) à pacifier les peuples belliqueux par l'usage de la persuasion bienveillante plutôt que par la force. D'un autre côté, toute critique de ce mythe fondateur risque de flirter dangereusement avec les idées des courants anticoloniaux et antimilitaristes. D'où l'intérêt de suivre un historien aussi étranger à nos querelles et indépendant de nos autorités morales qu'insensible à nos affects de tous bords.

Historien américain marié à une Française et auteur d'une thèse sur l'évolution de l'armée française entre 1870 et 1914¹ puis de plusieurs ouvrages notamment sur l'armée et les aventures coloniales françaises², Monsieur Douglas Porch nous donnait déjà il y a 30 ans une étude fouillée des événements de 1902 à 1914 dans leur environnement local et international, sous la forme d'un récit d'aventure bigarré, ponctué de portraits « taillés au couteau », de scènes de genre pittoresques (la *mehalla* du Sultan en campagne, une revue militaire sous les murs de Fez, etc.), et de considérations brutales sur la réalité et l'efficacité des doctrines mises en œuvre par les conquérants, à commencer par la « méthode Lyautey ». L'ensemble se lit comme un excellent roman historique, mais très loin de l'esprit du « Livre d'or de la Légion étrangère ».

L'auteur retrace les grandes étapes qui jalonnèrent la conquête depuis les combats de Taghit et d'El Mungar sur les confins algéro-marocains en août et septembre 1903 : l'arrivée de Lyautey au commandement du sud-oranais, sa réforme des troupes et des méthodes, l'occupation de Béchar et de Ras-el-Aïn (rebaptisés Colomb et Berguent afin de décevoir les oppositions gouvernementales) ; la révolte de Bou Hamara à Taza puis l'ascension et les méfaits d'El Raisuni dans le Rif ; le « coup de Tanger » en 1905 et la convention d'Algésiras ; l'émeute et le bombardement de Casablanca en 1907 ; la révolte de Madani-el-Glaoui dans le sud et la désastreuse campagne de la Chaouïia, conclue par l'abdication du Sultan que les Français avaient soutenu ; le soulèvement des Beni Snassen et les combats de Bou Denib en 1908, première mise à l'épreuve sérieuse de la « méthode » Lyautey ; les désordres de 1908 et 1909, consécutifs à l'avènement de Moulay Hafid et aux rivalités franco-allemandes cristallisées dans « l'affaire des déserteurs de Casablanca » ; la prise de contrôle de l'armée chérifienne par la mission militaire française du colonel Mangin en 1910 et ce qui devait en résulter, l'expédition de 1911 contre les Cherarda, le premier siège de Fez mené par les Beni M'Tir et la lente marche de la colonne de secours du général Moniers ; l'annonce du traité de protectorat, la mutinerie de Fez d'avril 1912 et les fortes tensions entre responsables militaires et diplomatiques français à Fez débouchant sur le rappel de Lyautey comme résident général ; l'arrivée de Lyautey et le deuxième siège de Fez ; l'abdication de Moulay Hafid et le soulèvement d'El Hiba dans le Sud en août 1912, faisant peser la menace


¹ « *The march to the Marne: the French army 1871-1914* », 1981, réédition Cambridge University press, 2010.

² « *The conquest of Sahara* » ; « *The conquest of Morocco* » ; « *The French foreign legion* » (publié en Français) ; « *The French secret services from the Dreyfus affair to the Gulf War* » (publié en Français) ; « *The path to victory: the Mediterranean theater in World War II* » ; « *Counter-insurgency: exposing the myths of the new way of war* ».

d'une révolution nationale ; la prise de Marrakech par le général Mangin à la fin de septembre 1912 et l'accord avec les Grands Caïds de l'Atlas ; la pacification des tribus Zaer ; la campagne de Franchet d'Espérey autour d'Essaouira l'hiver 1912-1913 et la coûteuse prise de Kasbah Tadla par Mangin en avril 1913 ; l'entrée des généraux Gouraud et Baumgarten dans Taza en mai 1914, la politique de consolidation qui suivit l'entrée en guerre et le dangereux « accroc » de l'affaire de Khénifra.

Le fil du récit amène l'auteur à détailler et discuter les bases essentielles de la « méthode Lyautey », une méthode fondée sur l'expérience tonkinoise et malgache (la « méthode Gallieni ») que Lyautey oppose à la méthode algérienne qu'il méprise comme à la méthode « soudanaise » qu'il abhorre. Au plan tactique, la méthode consiste à nomadiser en permanence à partir de postes importants, à appliquer à l'adversaire ses propres méthodes, opposant le contre-*djich* au *djich* afin de ne laisser aucune incursion impunie. Pour éviter les opérations importantes trop destructrices mais surtout trop visibles, Lyautey fait fond sur les tactiques locales, sur une « intelligence de situation » procurée par les officiers du Service des Affaires Indigènes, et sur l'emploi d'indigènes, goumiers, sahariens, etc. Au plan stratégique, il privilégie la combinaison de la carotte (l'intérêt économique notamment, par la création de marchés « francs » à la limite des zones dissidentes) et du bâton (les expéditions punitives sur le modèle local du *rezzou* et non sur le modèle occidental, lourd et destructeur, en usage chez les « Soudanais »). Une des idées fondamentales de la méthode est que la conquête sera l'œuvre des Marocains eux-mêmes, convaincus de leur intérêt, et Lyautey privilégiera toujours au plan politique, le protectorat à la colonisation, un gouvernement indirect par des élites locales au gouvernement direct mis en œuvre en Algérie.

Douglas Porch pose la question de l'efficacité de ladite méthode, voire de sa réalité et de la sincérité du discours dans lequel elle s'expose (notamment les discours et les lettres de Lyautey dont il observe que l'essentiel a été trié, sélectionné, amendé et publié par Lyautey lui-même et non par quelque admirateur posthume). Telle qu'il la raconte, la conquête est l'entreprise de militaires et de diplomates convaincus de servir l'intérêt de la France mais aussi des Marocains, mais qui agissent de leur propre initiative, à l'encontre des directives de leur gouvernement et de l'opinion du pays. Chacune de leurs initiatives étant conçue en fonction d'appréciations erronées fondées sur une connaissance superficielle du pays, déclenche une réaction contraire à l'effet espéré, en conséquence de quoi la conquête consiste en une succession de crises aussi violentes qu'inattendues dont les Français finissent toujours par se sortir par la force des armes au prix de pertes humaines énormes.



L'auteur observe, par exemple, que l'ouverture d'un marché « à prix cassés » sur la frontière, au lieu d'amener les habitants du voisinage dans les bras des Français, avait surtout eu pour effet de menacer des intérêts économiques très importants dans la profondeur du territoire, provoquant une coalition contre les Français. De même, l'idée que les tribus pacifiées allaient en « conquérir » d'autres reposait sur une profonde ignorance de la société marocaine puisque le pillage était le seul but légitime de la guerre entre les tribus. L'extrême violence des différentes étapes de la conquête dément finalement l'idée que celle-ci se serait faite presque pacifiquement par la persuasion plus que par la force.

Douglas Porch voit finalement dans la « méthode Lyautey » un instrument destiné à vaincre, non la résistance des dissidents au Maroc, mais celle des opposants en métropole, adversaires finalement beaucoup plus dangereux que les tribus berbères. Il montre de façon convaincante comment Lyautey, personnage réputé hostile par principe au personnel politique républicain, entretient ses réseaux politiques et utilise son « discours de la méthode » pour tromper les gouvernements, endormir les partis anti-coloniaux aux Chambres et armer au contraire le parti colonialiste. En montrant que Lyautey n'hésite pas lorsqu'il le faut à recourir à la force, il souligne à quel point son hostilité aux grandes opérations à grand renfort de canon, méthode chère aux officiers de « l'école soudanaise », est avant tout de façade et motivée par le souci d'éviter d'alerter l'opinion anti-coloniale.

La préface ajoutée par l'auteur dans l'édition de 2005, alors que les campagnes de *counter insurgency* battaient leur plein en Afghanistan et en Irak, n'est pas la moins intéressante de l'ouvrage. L'auteur y fait une critique convaincante des idées en vogue, qu'il fait remonter à la théorie de « la fin de l'histoire » de Fukuyama. Dans cet esprit, les théories de la globalisation du monde qui s'expriment aujourd'hui (et les politiques réelles, notamment américaines, que ces théories justifient) ne seraient finalement qu'un ultime avatar des mêmes idées élaborées à la fin du XIX^e siècle par les colonialistes européens comme Lyautey. Et, comme ce fut le cas à l'époque, elles ont pour résultat réel une aggravation des résistances des pays et des peuples, résistances auxquelles répond obligatoirement une violence croissante.

On n'est pas obligé de partager toutes les conclusions de l'auteur. Notamment, le fait que son étude s'arrête à 1914 permet d'objecter que les années suivantes auraient pu amener à juger différemment l'efficacité d'une méthode dont les effets mirent nécessairement du temps à se déployer. Impossible cependant au militaire d'éluder les « questions-qui-fâchent » tant la somme des témoignages et des faits concordants viennent remettre en cause nos certitudes les plus ancrées.

Pour finir, l'ouvrage devrait nous amener à questionner la pertinence d'un autre tabou militaro-politique du moment, la capacité des militaires à régler pacifiquement les crises, traduite dans le concept interalliés d'approche globale ou *comprehensive approach*. Alors qu'on va répétant « qu'aujourd'hui, il n'y a plus de solution militaire aux conflits », nous ne cessons d'expliquer que nous avons la capacité à régler les conflits grâce à une méthode héritée de la « conquête des cœurs et des esprits ». Si la « méthode Lyautey » était peut-être un piège tendu aux politiques par les militaires et les diplomates, son avatar contemporain pourrait bien se révéler le contraire.

Revue militaire générale

CDEC, 1 place Joffre - Case 53 - 75700 Paris SP 07

Directeur de la publication

Général de division Michel DELION

Rédacteur en chef

Colonel @ Philippe COSTE Tél. 01 44 42 50 92

Rédacteur en chef adjoint

Colonel Fabrice CLÉE Tél. 01 44 42 38 93

Comité éditorial

Lieutenant-colonel Georges HOUSSET

Éditeur rédactionnel

Capitaine Soraya AOUATI

Crédits photos

© armée de Terre, ECPAD/Défense, CDEC

Conception graphique

M^{me} Nathalie THORAVAL-MÉHEUT

Maquettiste-infographiste

M^{me} Sonia RIVIÈRE

Impression et routage

ÉDIACA, 76 rue de la Talaudière - CS 80508,
42007 Saint-Étienne Cedex 1
Tél. 04 77 95 33 21 ou 04 77 95 33 25

Diffusion & Relation avec les abonnés

Sergent Jamila FARAJY
CDEC/DAD/PUB. Tél. 01 44 42 43 18

Tirage

1 800 exemplaires

Dépôt légal

Septembre 2019

ISSN de la collection « Revue militaire générale »

2650-6769

ISBN du volume (version imprimée / version électronique)

978-2-11-155131-2 / 978-2-11-155132-9

La version électronique de ce document est en ligne sur le site intradef du CDEC
<http://portail-cdec.intradef.gouv.fr>
et sur le site internet : cdec.terre.defense.gouv.fr - www.penseemiliterre.fr

Les documents classifiés ne peuvent être téléchargés que sur des réseaux protégés.



CDEC Centre de doctrine et d'enseignement du commandement

1, place Joffre - Case 53 - 75700 Paris SP 07